

2021 – Un monde sans après



Sandra Hoibian, Lucie Brice Mansencal, Charlotte Millot,

avec la collaboration de Jorg Muller, Marianne Bléhaut, Patricia Crouette, Solen Berhuet, Elise Deplaude

CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

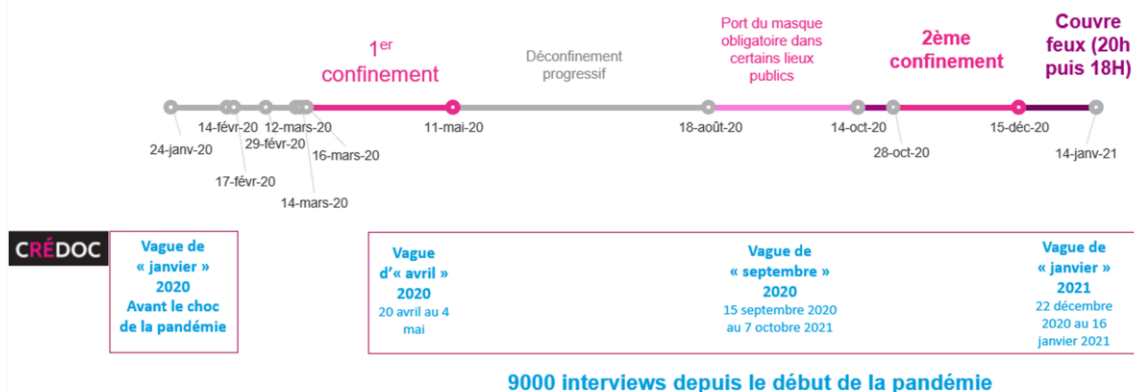
Table des matières

2021 : Un monde sans après	3
I – Le virus, c’est les autres	5
Le virus inquiète toujours	6
La responsabilité individuelle pointée du doigt	7
Des signes d’affaiblissement de la cohésion sociale	13
II - L’État Léviathan	19
Une vie administrée	19
Une auto-limitation qui suit le cadre fixé par l’État	24
III - Un temps indéfini sans espoir de sortie	30
Des repères qui se brouillent	30
Bloqués dans un éternel présent	34
Les doutes sur le vaccin	37
Crise économique et dette en ligne de mire	40
IV –Tenir plutôt que courir	44
Home sweet home	44
Équilibre au quotidien plutôt que rêve du grand soir	48

La **note de conjoncture sociétale** du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations », réalisée en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française comprenant 3300 personnes (méthode des quotas). Une vague a été menée **du 22 décembre 2020 au 16 janvier 2021**.

Les analyses portent en particulier sur le comparatif des résultats du début d'année 2021 avec les trois vagues menées en 2020 : en janvier avant la survenue de la crise sanitaire, en septembre 2020 entre les deux premiers confinements, et en avril 2020 pendant le 1^{er} confinement. Ainsi qu'avec l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui permet de **resituer le choc de la crise de la Covid-19** dans des tendances sur une longue période.

Un an de pandémie et de mesures sanitaires en France



2021 : Un monde sans après¹

Janvier 2021. Quasiment un an que la société française, à l'instar de toute la planète, fait face à une pandémie aux contours inédits que les gouvernements du monde entier cherchent à endiguer. Confinements, couvre-feux, fermetures des restaurants, des cafés et des lieux de spectacles, quasi-fermeture des universités, demi-jauge à l'école, stratégie vaccinale, recommandations de port du masque et de télétravail, quarantaine, tests et isolement des cas contacts, décisions nationales ou locales, les mesures prises au pays de Voltaire se suivent et ne se ressemblent jamais tout à fait. Le pays vit sous le couperet du virus et des annonces présidentielles aux forts impacts sur la vie quotidienne de chacun.

Notre enquête permet de brosser le portrait de la société française après un an où l'exceptionnel est à la fois devenu la norme :

- **L'inquiétude** face à la maladie continue de régner. Elle se combine avec une conviction profonde que les difficultés à contenir l'épidémie relèvent avant tout d'individus pas assez précautionneux. Le sursaut de cohésion sociale qui s'était produit pendant le choc du premier confinement s'est dissipé, la solidarité générationnelle se fissure, le sentiment de faire partie de communautés prises au sens large recule, et la population semble petit à petit s'accoutumer d'un affaiblissement des liens sociaux. Le repli opéré entre les quatre murs du logement pour faire barrière au virus **attise les craintes du dehors, de l'autre et avec elles, les préoccupations pour la violence et l'insécurité.**
- Face à un univers chaotique et anxiogène, **la population s'en remet à l'Etat pour la protéger.** Elle consent quasiment autant qu'au début de la crise (63%,-2 pts) aux privations de liberté décidées d'en haut, si celles-ci peuvent aider l'Etat à protéger la santé des citoyens. Le rejet de mesures jugées trop strictes progresse mais reste très largement minoritaire. Le soutien au gouvernement qui avait dégringolé avec la crise des gilets jaunes reste élevé, quasiment au niveau d'avril 2020. En rupture avec l'image d'Epinal de francs-tireurs, les Français **se fondent dans le périmètre défini par la puissance publique** même hors périodes de restriction légales. Réduction des sorties, des moments de convivialité, évitement des transports en commun et des déplacements, achats en ligne font partie du « new normal » intériorisé par chacun.
- La conséquence de cette liberté concédée à l'Etat est la **perte de maîtrise du temps et de capacité à se projeter dans l'avenir.** La part des Français considérant que « c'est un bon moment pour se lancer dans un projet », déjà bien entamée par la crise des gilets jaunes, a fondu comme neige au soleil. Avec la forte diminution des célébrations, des départs en vacances, le temps n'est plus jalonné de marqueurs, de moments qui sortent du « quotidien ». **Le temps se brouille, et l'espace aussi.** Puisque, parmi les 31% d'actifs en télétravail en janvier, une majorité travaille dans un espace qui n'est pas dédié à cette fonction. La difficulté à aller de l'avant est d'autant plus forte que la population reste partagée sur la **vaccination**. Les débats récurrents entre scientifiques, et les controverses entre les pays ont affaibli la crédibilité des chercheurs. Sur le plan économique, le regard, déjà pessimiste en temps « normal » de nos concitoyens s'assombrit encore. La population anticipe ainsi une hausse du

¹ Merci à Eric Rochant pour « un monde sans pitié », sur lequel s'appuie le titre de cette note.

chômage pendant plusieurs années et manifeste des **inquiétudes quant aux dettes accumulées** via les milliards d'euros versés en soutien à l'économie.

- Plutôt que rêver d'un éventuel monde d'après, les **Français se raccrochent à ce qu'ils ont**. Seul point stable, le **logement** fait office de point d'amarrage. Le service offert par celui-ci est ré-évalué positivement. Si, dans les imaginaires déjà présents d'avant crise « le bonheur est dans le pré », les données des notaires font plutôt état d'un marché du logement relativement stable. Rappelons que depuis trente ans, sous l'effet du vieillissement, de la progression du taux de propriétaires, et de l'incertitude sur le marché de l'emploi, la tendance est que l'on déménage moins, et moins loin. Quelques signaux essentiellement à Paris indiquent des projets d'achat davantage tournés vers des maisons en grande couronne.
- L'engouement pour le télétravail ne se dément pas, mais il devient majoritairement orienté vers un **télétravail partiel**, mixé avec des moments hors de chez soi. Aussi, pour l'instant, on **aménage plutôt qu'on déménage**. Les dépenses de bricolage font ainsi partie des rares dépenses en progression (avec celles concernant la santé et l'alimentation). Dans **un monde « sans après »**, les aspirations à un travail tourné vers davantage de sens, ou les préoccupations pour la planète s'effacent derrière la préservation déjà très complexe d'un **équilibre au quotidien**.

I – Le virus, c'est les autres

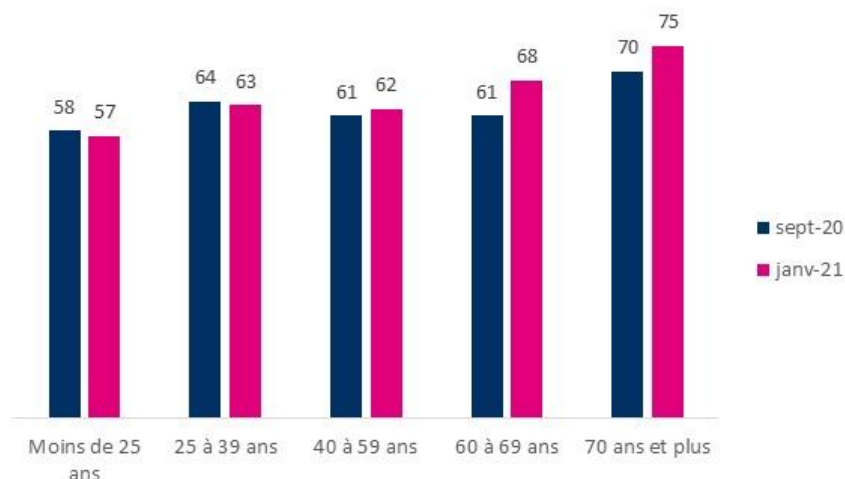


Le virus inquiète toujours

Alors que la pandémie s'installe et que chacun a dû apprendre à « vivre avec le virus », l'inquiétude ressentie par la population ne faiblit pas. En janvier 2021, 64% des Français se déclarent « beaucoup » ou « assez » inquiets vis-à-vis du risque que représente le virus pour eux-mêmes ou leurs proches (+1 point par rapport à septembre 2020). Le pays vit au rythme des « vagues » de contaminations, terminologie mobilisée par les autorités sanitaires pour décrire une hausse importante et continue des hospitalisations et des décès liés à la maladie. A cette récurrence du danger et du risque d'embolie des lits de réanimation, s'ajoute la survenue de variants souvent dénommés par le lieu de leur identification géographique (Angleterre, Afrique du Sud, Brésil...) et dont la contagiosité et la virulence sont mal connues. L'inquiétude est présente quelles que soient les classes d'âge, même si elle est un peu plus prégnante et en augmentation chez les personnes âgées.

Graphique 1 – L'inquiétude à l'égard du Covid-19 concerne toutes les tranches d'âge, et augmente chez les plus de 60 ans entre septembre et janvier

On éprouve parfois de l'inquiétude pour soi-même ou des proches. Pouvez-vous me dire si les risques suivants vous inquiètent : le Coronavirus ? (Cumul des réponses « Beaucoup » et « Assez »)



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations
Réponses possibles : Beaucoup, Assez, Un peu, Pas du tout

Ce niveau d'inquiétude élevé se traduit concrètement par un respect important des **gestes barrières**. Alors que le geste était totalement inconnu dans l'Hexagone avant cette épidémie, 84% des Français déclarent qu'ils portent systématiquement un masque en public. 77% déclarent qu'ils saluent désormais systématiquement sans serrer la main et qu'ils ont complètement arrêté les embrassades, 69% qu'ils évitent les rassemblements festifs. Si ces déclarations peuvent masquer des comportements moins rigoureux, elles témoignent, a minima, d'une **forte intériorisation des recommandations**, et du souhait de se comporter en bon citoyen. Autre indicateur convergent, même hors périodes de « confinement », les comportements « recommandés » persistent : en octobre 2020, avant le 2^{ème} confinement, et alors que les sorties étaient autorisées, une personne sur deux déclaraient qu'elles continuaient d'éviter les visites aux personnes âgées ou fragiles.

Le graphique illustre l'évolution de quatre comportements liés à la pandémie de COVID-19 en France, mesurés en pourcentage de la population, de mars 2020 à février 2021. Les données sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Période	saluer sans serrer la main et arrêter les embrassades	éviter d'aller voir une personne âgée, fragile ou vulnérable	éviter les rassemblements festifs	porter un masque en public
30 mars - 1er avril	92	15	15	15
4-6 mai	90	39	39	39
13-15 mai	88	70	46	46
19-21 oct	74	42	57	48
4-6 nov	83	61	79	84
23-25 nov	82	61	82	85
14-16 déc	79	54	73	85
18-20 janv	78	48	68	85
15-17 fev	77	50	69	84

Ces inquiétudes pour le coronavirus s’ancrent sur des **peurs profondes et présentes de longue date**. Depuis 40 ans que nous suivons ces questions, les maladies graves sont le premier sujet d’inquiétudes des Français pour eux ou leurs proches : jamais moins de sept personnes sur dix depuis 1982 nous en font part, et c’est un risque qui arrive systématiquement en tête des dix risques étudiés. Début 2021, 74% se disent inquiètes des maladies graves, soit davantage que les accidents de la route (63%) ou les agressions dans la rue (60%). Même le terrorisme inquiète moins alors même que la menace a été réactivée à l’automne avec l’assassinat de Samuel Paty et l’attaque des anciens locaux de Charlie Hebdo.

7

l'économie sur la santé, le manque de moyens pour le système de santé, la lenteur de la campagne de tests ou vaccinale etc. Sur fond de défiance atavique dans les institutions, les Français auraient pu considérer le gouvernement et les autorités sanitaires principaux responsables de la difficulté à contenir l'épidémie. Or, **une très nette majorité de Français (57%) estiment que la propagation du virus est principalement liée aux comportements individuels**, la gestion par les autorités se plaçant loin derrière (30%), et la virulence du virus (13%).

Graphique 4 – Les comportements individuels vus comme la raison principale de la propagation de l'épidémie
Les difficultés à contenir l'épidémie sont-elles liées selon vous... ?



Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et aspirations, Programme CIESCO, janvier 2021

L'idée que les individus sont les **premiers responsables de leur santé** n'est pas apparue avec l'épidémie de COVID-19. Selon les données du Baromètre d'opinion publié par la DREES, les comportements et habitudes de chacun sont vus comme la première raison des problèmes de santé par près de 30% des Français. Cette explication se place avant les conditions de vie, de travail ou encore la pauvreté. Rappelons pourtant que, plusieurs maladies graves sont **multi-factorielles** : le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) évalue à « seulement » 41% la proportion de cancers « évitables » (attribués aux modes de vie et facteurs environnementaux). Mais si les comportements individuels ont un impact avéré sur certaines maladies - par exemple selon l'OMS, 80% des maladies cardio-vasculaires pourraient être prévenues en agissant sur l'alimentation, l'activité physique et la suppression des consommations à risque (tabac, alcool) - ceux-ci sont aussi **largement déterminés par les conditions et le niveau de vie**. Le rapport sur l'état de santé de la population française² souligne, par exemple, que l'activité physique régulière est pratiquée par 67 % des personnes dans le quintile le plus favorisé contre 30 % chez celles qui le sont le moins, et que le tabagisme quotidien est de 19% chez les cadres contre 42% chez les ouvriers non qualifiés. Des inégalités qui commencent dès le plus jeune âge : exposition aux écrans plus longue chez les enfants d'ouvriers pouvant favoriser le surpoids ; recours aux soins et à la prévention moindre dès l'enfance... L'impact des **conditions de travail sur la santé** est aussi bien réel : en 2010, près de 40% des salariés en France étaient exposés à au moins un facteur de pénibilité (contraintes physiques, environnement agressif ou rythmes contraints) et 12% étaient exposés à au moins un agent cancérigène³. Des facteurs de risque qui concernent principalement les ouvriers et certains employés : un ouvrier sur quatre est exposé à au moins trois facteurs de pénibilité, contre 5% des cadres ou des employés administratifs et l'exposition à des cancérigènes chimiques concerne particulièrement des ouvriers⁴.

² L'Etat de santé de la population en France, rapport 2017, DREES / Santé publique France

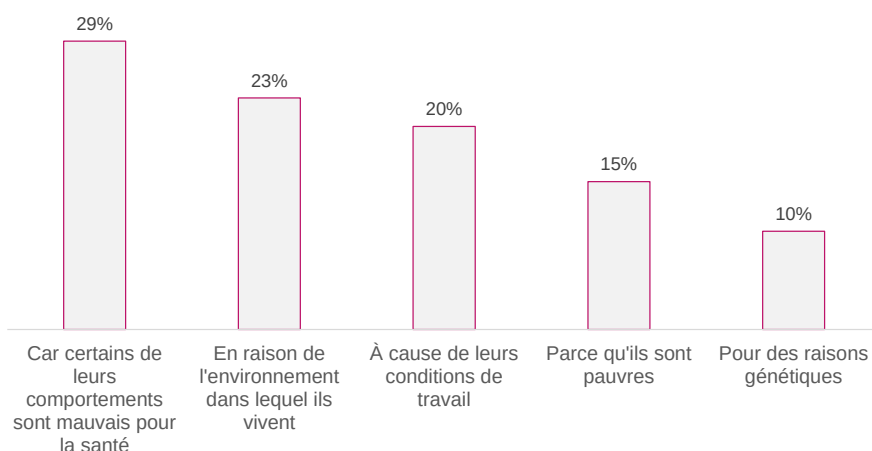
³ L'Etat de santé de la population en France, rapport 2017, DREES / Santé publique France

⁴ Ibid.

Graphique 5 – De manière générale, les comportements individuels sont vus comme la principale cause des problèmes de santé

Les problèmes de santé peuvent avoir plusieurs causes.

Pensez-vous que si les gens souffrent de graves problèmes de santé, c'est principalement... ?

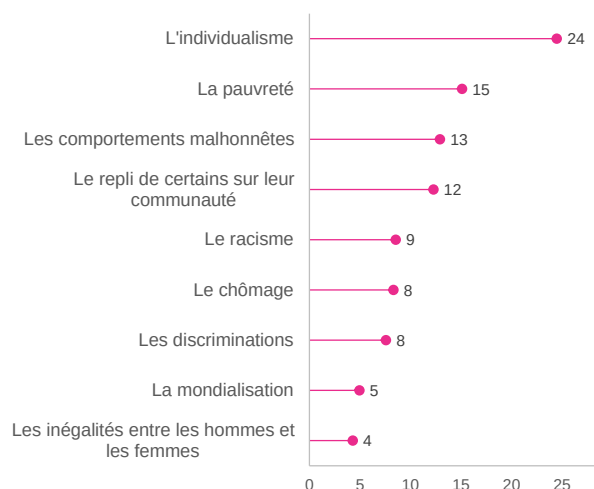


Source : Baromètre DREES, 2019

La prégnance de la **responsabilité individuelle** en matière de santé s'inscrit dans une **représentation du monde** plus globale, dénommée « individualisation » décrite par de nombreux sociologues. Frédéric Gonthier, Pierre Bréchon, Sandrine Astor (2018) montrent ainsi, en s'appuyant sur l'enquête européenne sur les valeurs, à quel point l'individu est de plus en plus considéré comme la valeur centrale des sociétés occidentales. Les auteurs décrivent la transversalité de l'importance pour chacun de « pouvoir faire ses choix » dans des domaines aussi différents que le travail, la famille, la vie privée, la sociabilité, etc. La responsabilité est ainsi adossée à la liberté. Dans un autre domaine, la cohésion sociale, le citoyen est également considéré à la fois comme le principal artisan du vivre ensemble et son pire ennemi.

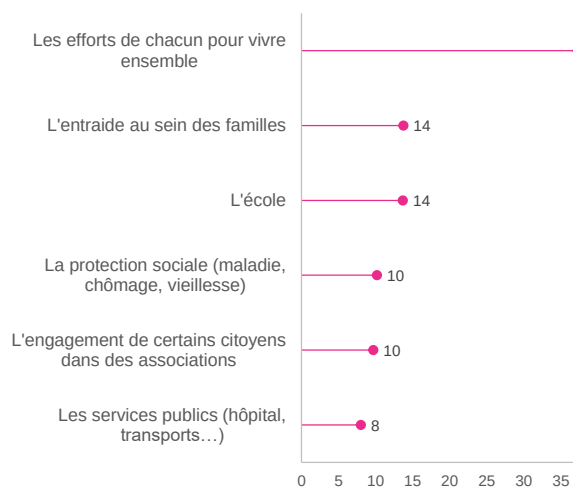
Graphique 6 – L'individu responsable de la cohésion sociale

Selon vous, qu'est-ce qui, aujourd'hui en France, **fragilise** le plus la cohésion sociale ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à **renforcer** la cohésion sociale ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, septembre 2020

Cette prégnance de l'acte individuel est également patente dans la parole publique. La crise de la covid-19 en est un exemple paroxystique. Les campagnes de santé publique encouragent et valorisent la place des actions de chacun : **respecter les gestes barrières, limiter les interactions sociales précisément avec les êtres chers fragiles ou âgés, télécharger l'application tousanticovid, ...** L'appel à la responsabilité de chacun a été, à de multiples reprises, présenté comme le paragon de l'attention à autrui, du civisme, de la solidarité, comme le principal rempart contre la maladie. Les recommandations et discours prononcés par le Président de la République pour endiguer la crise de la covid-19 dépeignent la menace d'une « guerre » contre la pandémie qui pourrait être **perdue à cause de comportements individuels égoïstes ou irresponsables**. En miroir, le Président valorise de manière récurrente les **bravours et initiatives personnelles**, et l'action de chacun qui créent le socle de l'unité du pays⁵.

Un comptage réalisé à partir des adresses aux Français du Président de la République Emmanuel Macron en 2020 depuis la survenue de la crise montre que **la référence aux individus** arrivent en première intention (205 citations avec des mots comme personnes, compatriotes, etc.) devant le registre de la nation (Ensemble, France, Nation, etc. 179 citations).°

⁵ A titre d'exemple, dans le discours de vœux du 1^{er} janvier, « Cette année 2020 ne se résume pas à l'épidémie même si celle-ci a changé nos vies. Elle a aussi à mes yeux révélé des parcours exemplaires qui sont autant de boussolles pour les temps à venir. Notre plus grande fierté en effet ce sont les Françaises et les Français. Vous. »

Graphique 2 – La référence aux individus, comme acteurs, est première dans les adresses aux Français du président en 2020

Individus	205	Nation	179	Autorités	64
Personnes	39	Ensemble	57	Gouvernement	25
Compatriotes	32	France	40	Etat	24
Français	29	Nation	32	Ministre	15
Chacun	22	République	25		
Particuliers	19	Pays	25	Territoires	50
Proches	15			Europe	14
Jeunes	13	Soignants	74	Régions	13
Patients	13	Soignants	35	Territoire	12
Salariés	12	Hôpital	25	Région	11
Enfants	11	Hôpitaux	14	Acteurs économiques	27
				Entreprises	15
				Restaurants	12

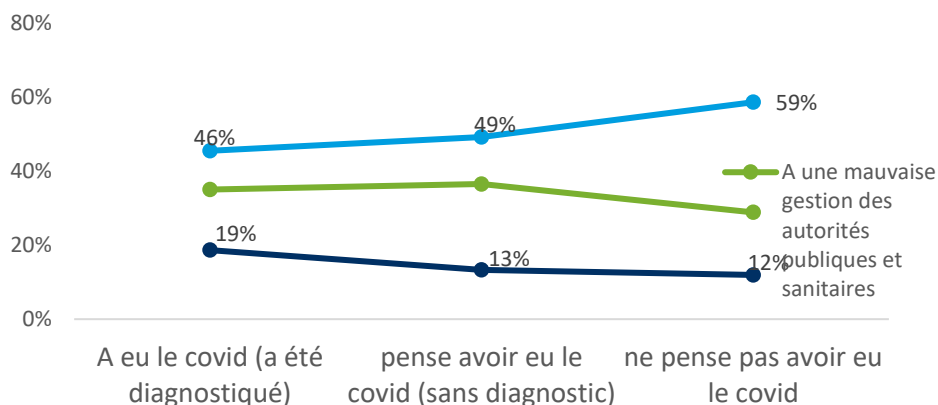
Source : CREDOC, Comptage effectués à partir des adresses aux Français du Président de la République 2020, du 12 mars, 16 mars, 25 mars, 13 avril, 14 juin, 14 juillet, 28 octobre 24 novembre, 31 décembre. Seuls sont présentés ici les mots cités plus de 10 fois et considérés comme désignant des acteurs

Chacun donc explique qu'il suit doctement les gestes recommandés, mais dans le même temps estime que l'épidémie se répand à cause de comportements individuels. Bref **l'autre est le responsable**. La prédominance de la responsabilité individuelle dans la propagation de l'épidémie est présente d'un bout à l'autre de la société. Elle est plus particulièrement pointée du doigt par les plus âgés (**67% chez les 70 ans et plus contre 51% chez les moins de 25 ans**), par ailleurs plus inquiets.

Avoir été confronté au virus modifie légèrement cette opinion : seulement 46% des personnes ayant été diagnostiquées positives à la maladie incriminent les comportements individuels contre 59% des personnes qui pensent avoir été épargnés par le virus. Plus généralement, en janvier 2021 la responsabilité individuelle est plus souvent pointée dans la moitié ouest du pays, qui était alors moins touchée par le virus. En d'autres mots, on a d'autant moins tendance à blâmer un manque de respect des gestes barrières qu'on a soit même contracté le coronavirus, ou que des proches ou des connaissances ont été touchés.

Graphique 7 – Les comportements individuels sont d’autant plus mis en cause qu’on n’a pas été confronté directement à la maladie

Les difficultés à contenir l’épidémie sont-elles liées selon vous ?

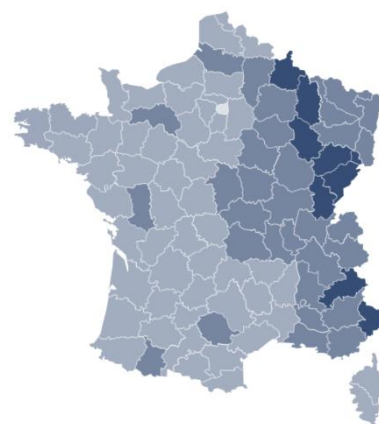
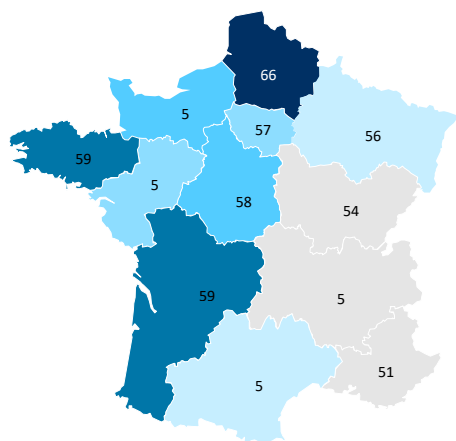


Source : Crédoc, Enquête Conditions de vie et aspirations, Programme CIESCO, janvier 2021

Graphique 5 – Les régions dans lesquelles le taux d’incidence était le plus élevé au moment de l’enquête ont un peu moins tendance à lier la propagation de l’épidémie aux comportements individuels

Proportion d’individus considérant que la propagation de l’épidémie est principalement due aux comportements individuels, par région

Taux d’incidence par département au 1^{er} janvier 2021



Source : Crédoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

Source : Santé publique France ; infographie de Guillaume Saint-Quentin, sur meteo-covid.com

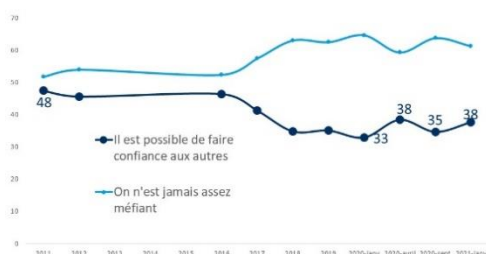
Des signes d'affaiblissement de la cohésion sociale

La cohésion de la société française est sans nul doute soumise à rude épreuve, dans ce climat où l'autre est potentiellement porteur de maladie et de mort, et où les contacts quotidiens qui permettent à chacun de se « relier » à l'autre physiquement et symboliquement sont proscrits. Plusieurs indicateurs convergent pour montrer que le sursaut de solidarité et de sentiment d'appartenance à un collectif éprouvé lors du premier confinement a fait long feu. Au-delà du choc représenté par la menace, le premier confinement avait, dans une certaine mesure, soumis l'ensemble de la population, des territoires peu ou prou aux mêmes règles. Très restrictives, mais vécues de manière collective et relativement uniformes. Depuis le 11 mai, date du 1^{er} déconfinement, les situations changent au gré de l'épidémie et des décisions sanitaires. Elles sont évaluées à un niveau territorial plus fin. La frontière entre secteurs dit « essentiels » et « non essentiels » est évolutive. **Le sentiment d'appartenance à différents collectifs se délite.** La part de la population qui déclare avoir le sentiment d'appartenir à une communauté liée à son pays d'origine ou à celui de sa famille diminue de 8 points, il en est de même pour le sentiment d'appartenance à une communauté locale ou liée au quartier (-5 pts), ou à la religion (-4 pts), ou liées aux opinions politiques ou engagements (-4 pts). Seules les communautés constituées autour du travail (stable) ou des loisirs (stables) résistent. Au total, 53% se sentent appartenir à au moins une communauté prise au sens large, c'est 5 pts de moins qu'en janvier 2020. Et au-delà, c'est l'appartenance à de multiples collectifs qui se réduit (34%, -6 points/janv 2020). Autrement dit, chacun se replie sur un cercle restreint de contacts au sein d'un réseau de sociabilité et d'appartenance.

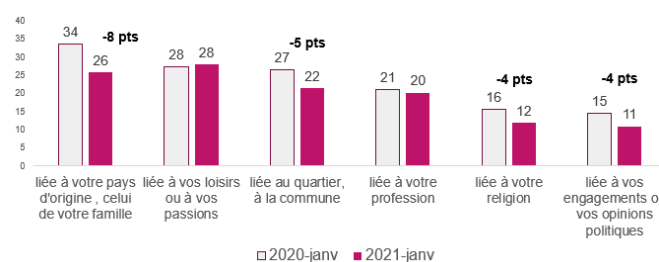
La confiance en autrui, autre marqueur de la cohésion du pays ; avait largement diminué ces dernières années, notamment après la séquence des attentats de 2015-2016 qui avaient imprimé un regard empreint de suspicion entre les individus. Chacun pouvant potentiellement constituer un danger. Cette confiance interpersonnelle avait connu une légère augmentation lors du 1^{er} confinement face à la survenue d'un événement exceptionnel. Elle a connu également une forme de léger sursaut au 2^{ème} confinement. Mais, sitôt passé le pic des crises, elle est retournée à son niveau d'il y a un an. **L'importance accordée au vivre ensemble** suit le même mouvement : 19% de la population jugeaient la cohésion de la société très importante dans leur vie au début 2020. La proportion avait bondi à 31% (+12 pts) pendant le 1^{er} confinement. Elle est, depuis, retombée à 24%, en même temps que les applaudissements aux balcons qui formaient une sorte de rituel collectif au premier confinement.

Graphique 8 – La cohésion sociale affaiblie

En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres, ou que l'on n'est jamais assez méfiant



Vous personnellement, avez-vous le sentiment d'appartenir à une communauté ?



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Le lien social, la cohésion entre les membres d'une société, tient aussi aux **mécanismes de redistribution et de solidarité entre les générations**. Il y a 10 ans nous interrogeons déjà les Français sur ce thème. Les débats récurrents à chaque réforme des retraites de l'automne reposent à intervalle régulier la question du « contrat » passé entre personnes dans la force de l'âge, jeunes et personnes âgées. La recherche en sciences sociales montre des jeunes générations qui font de plus en plus souvent office de variables d'ajustement de la société. Les prix de l'immobilier flambent depuis 20 ans, se déconnectant des revenus des ménages⁶, les jeunes cherchant à s'installer en sont mécaniquement les premières victimes ils sont aujourd'hui moins propriétaires que leurs aînés au même âge (cf. enquête nationale sur le logement de l'INSEE). Le marché de l'emploi se flexibilise, là aussi les jeunes sont sur-représentés parmi les contrats courts, les métiers ubérisés. 12,5% de jeunes étaient en situation de pauvreté (seuil à 50%) avant la crise, le taux le plus fort de toutes les classes d'âge (INSEE). Et l'isolement des jeunes a rejoint, en 10 ans, celui de la moyenne des Français (CREDOC, Fondation de France⁷). Bref avant même la crise sanitaire, franchir les étapes de passage à l'âge « adulte » s'était complexifié. Louis Chauvel défendait déjà l'idée en 2007 qu'« *au cours des trente dernières années, les personnes âgées se sont enrichies alors que les jeunes se sont paupérisés, et cela touche non seulement les jeunes de moins de 25 ans mais aussi beaucoup de moins de 40 ans, maintenant parents de la génération suivante* »⁸.

A *contrario*, d'autres pointaient, déjà avant la crise, le peu de place attribuée aux aînés dans une société tournée vers l'apparence, le succès, la rapidité, autant de principes souvent associés à un « jeunisme » à marche forcée. La crise sanitaire est venue, s'il le fallait, ré-activer ces débats. Les **morts en EHPAD**, et la situation des personnes âgées contraintes de rester cloîtrées dans leurs chambres ont ému la population. La recommandation de « protéger » les personnes âgées en restant à distance, a fait progresser leur isolement⁹ et d'une certaine manière entamé leur raison de vivre. Les jeunes ont souvent été pointés du doigt comme respectant moins bien les **règles de distanciation sociales**. De fait les différentes enquêtes montrent qu'ils sont un peu moins scrupuleux que leurs aînés. Selon les données de Santé Publique France, en janvier 2021, 89% des 65 ans et plus portaient systématiquement un masque en public. La proportion était de 84% pour les 18-24 ans (les moins précautionneux étant les 25-34 ans, 80%).

En miroir, la situation **difficile des jeunes** a également été mise sur le devant de la scène. Les jeunes habitent, en moyenne, dans des logements plus petits (30 m² par personne pour les ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans contre 60 m² chez les 65 ans ou plus, INSEE 2013 ENL). Ils sont plus nombreux à vivre seuls (20% des 20-24 ans en 2016, INSEE, contre 14% des 40-59 ans). Leur situation, même avant la crise, plaidait déjà pour une génération « sacrifiée ». Le taux de chômage des 15-24 ans est de 20% en 2020, quand celui de l'ensemble de la population active était de 8%¹⁰; et le taux de pauvreté¹¹ des 18-29 ans de 12% en 2018, contre 8% pour l'ensemble de la population¹². A ce

⁶ J. Friggit. Les points de vue exprimés n'engagent que le conférencier. LE PRIX DE L'IMMOBILIER D'HABITATION SUR LE LONG TERME, mars 2021

⁷ Solen Berhuet, Lucie Brice Mansencal, Lucie Etienne, Nelly Guisse, Sandra Hoibian, 10 ans d'observation de l'isolement relationnel: un phénomène en forte progression - Baromètre "Les solitudes en France - édition 2020, décembre 2020

⁸ Extrait d'un débat organisé par Damon Julien, « Qu'en est-il des rapports intergénérationnels en France ? », *Horizons stratégiques*, n° 4, 2007.

⁹ Isolement des personnes âgées : les impacts de la crise sanitaire rapport petits frères des pauvres #5 mars 2021

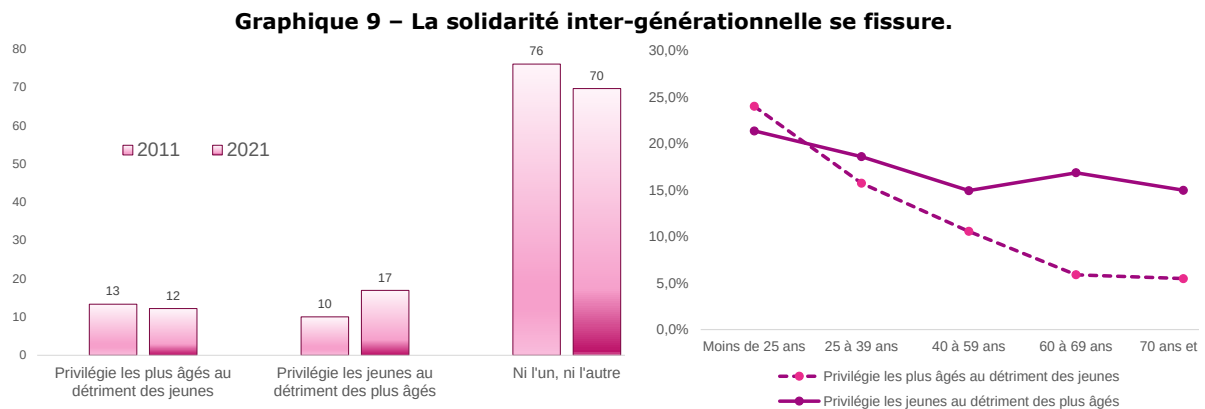
¹⁰ Source Insee, enquêtes emploi

¹¹ Seuil de pauvreté à 50% du niveau de vie médian

¹² Source observatoire des inégalités, d'après les données de l'Insee

tableau déjà sombre, est venue s'ajouter la crise. Selon l'étude sur la santé mentale de Santé publique France (COVIPREV), **31.5% des jeunes souffrent de syndromes dépressifs** (score supérieur à 10 sur l'échelle HAD) au 15-17 février 2021, contre 12% en juin-juillet.

Globalement le corps social, aujourd'hui comme il y a dix ans, ne considère pas qu'une génération serait privilégiée aux dépens d'une autre (70%). Toutefois cette certitude se fissure (-6 points). Et surtout, alors que le sentiment d'une société privilégiant les jeunes varie très peu avec l'âge des interviewés, les jeunes pointent, beaucoup plus que les autres le sentiment d'être une génération sacrifiée.

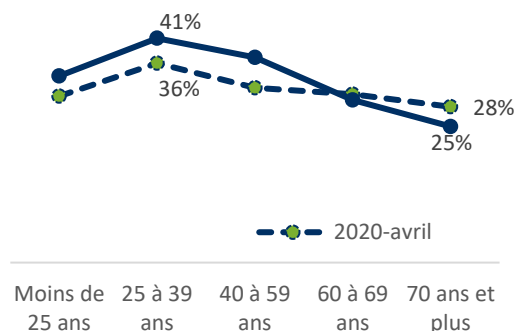


Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Les 25-39 ans semblent éprouver le plus de ressentiment dans cette opposition des générations. Ils étaient déjà les plus nombreux à considérer la préservation des libertés plus importante que la protection de la santé en avril (36%). La proportion a augmenté chez eux (+5 pts) alors que chez les plus âgés la question des libertés semblait encore moins importante qu'au début de la crise sanitaire. Ils sont également aujourd'hui les plus préoccupés de la croissance économique, et nombreux à considérer que celle-ci doit primer sur la lutte contre la covid-19

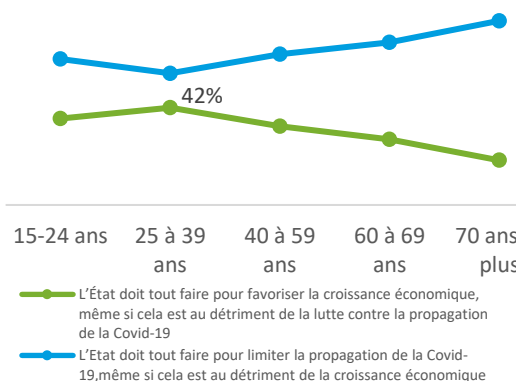
Graphique 10 – Le ressentiment des 25-39 ans

Il est plus important que l'Etat rétablisse et préserve les libertés individuelles (plutôt qu'il est plus important que l'Etat protège la santé des citoyens, même si cela diminue les libertés de chacun)



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations avril 2020 et janvier 2021

Laquelle de ces deux propositions vous paraît-elle la plus importante ? Dans le contexte actuel...



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, programme CIESCO, janvier 2021

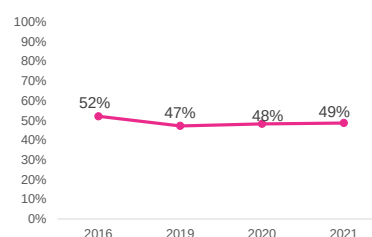
Sur le plan des liens sociaux, on constate une forme d'acceptation, ou d'accoutumance, selon la lecture qu'en fera chacun, à la diminution des contacts. Lorsqu'on interroge nos concitoyens, de manière complètement ouverte, sur l'impact qu'a eu la crise du Coronavirus sur leur vie quotidienne, leurs projets, leur état d'esprit, l'absence de lien social et la privation des moments d'échange arrive en tête des réponses (20%). Viennent ensuite l'impossibilité à avoir des loisirs, d'activités culturelles ou des sorties, et un moral en berne, une forme de tristesse et d'anxiété qui s'installe. Et pourtant, dans le même temps, le sentiment de solitude reste complètement stable. Chacun ré-évalue-t-il sa situation en se comparant à autrui ? S'habitue-t-on au rétrécissement des liens sociaux ?

Graphique 11 – Une forme d'accoutumance ou d'acceptation à la diminution des liens sociaux

Moins de contacts sociaux	20%
Sorties, activités culturelles, loisirs impossibles	15%
Moral en berne, solitude, tristesse, anxiété	14%
Perte de congés, pas de vacances	6%
Difficultés sur le marché du travail ou dans les études : perte d'emploi, de stage, difficultés à en trouver, à suivre...	5%
Arrêt du sport	4%
Critique de la privation des libertés, sentiment d'enfermement, d'étouffement	4%
Projets décalés ou impossibles	3%
Changement de vie, plus de temps pour soi et ses proches, pour se découvrir	3%
Dégradation des finances personnelles	2%
Dans l'expectative, dans l'attente (état d'esprit)	1%
Ennui, plus rien à faire	1%
Problèmes de santé physique	1%
Méfiance envers autrui	1%
Mention du télétravail, du distanciel	1%
Climat médiatique anxiogène	1%
Négatif, mauvais (sans précision)	0%
Refus	0%
Ne sait pas	0%
Rien	0%
Autre	7%

Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Se sent seul (de temps en temps, souvent ou presque tout le temps)

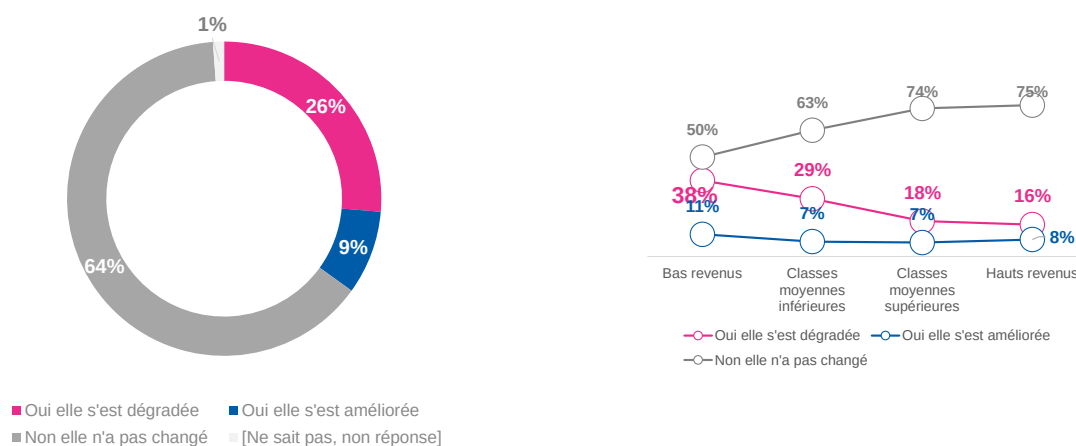


Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Parmi les multiples dimensions qui créent une nation unie, figure également la solidarité et la lutte contre les inégalités. Pour le Conseil de l'Europe, la cohésion sociale se définit comme « la capacité

d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation. La crise sanitaire a exacerbé celles-ci. La situation financière des plus aisés s'est relativement améliorée, notamment grâce à une épargne « forcée » qui s'est constituée notamment par la réduction drastique de l'offre de loisirs et de sorties. Alors que chez les plus modestes, les difficultés s'amoncelaient : non renouvellement des contrats courts¹³, augmentation des dépenses avec l'arrêt de la cantine pendant le premier confinement, l'arrêt de l'économie informelle et des petits jobs, diminution des ressources avec le chômage partiel, qui sur des petits salaires a un impact plus marqué. Le mouvement de polarisation ne s'est pas arrêté au premier confinement. **Et en dépit des nombreux plans de soutiens, et des milliards d'euros mobilisés** par la France et l'Europe pour venir en soutien des personnes mises en difficulté par la crise sanitaire, en janvier 2021, 26% de la population déclare que sa **situation financière s'est dégradée au cours des trois derniers mois. La proportion est de 38% chez les bas revenus, contre 16% chez les hauts revenus.**

Graphique 12 – La polarisation des situations continue
« La situation financière de votre foyer a-t-elle changé depuis les 3 derniers mois ? »



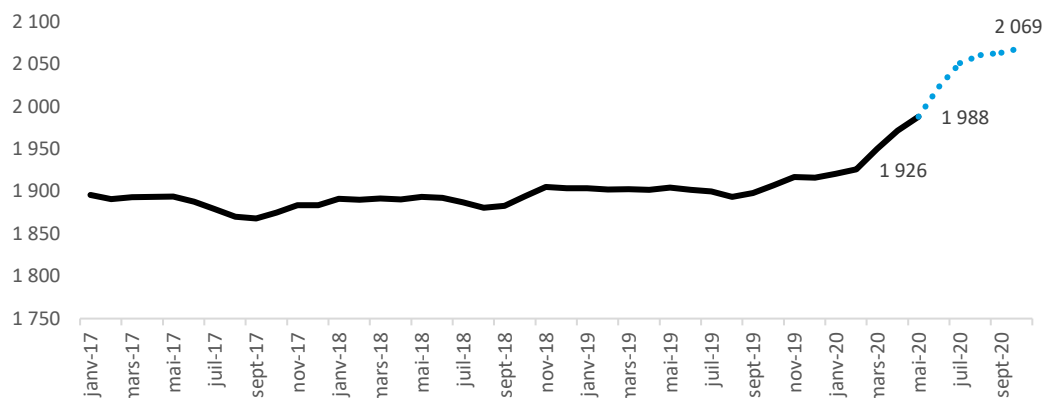
Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Les données sur le taux de pauvreté ne sont pas immédiatement disponibles, mais le nombre de bénéficiaires au RSA mesuré par la CNAF¹⁴ augmente singulièrement depuis le début de la crise, passant 1,926 million en mars 2020 à 2,069 millions en octobre 2020. En comparant ces données à la même période en 2019, on constate une hausse de +8.5%.

¹³ voir la Note de conjoncture sociétale L'aspiration prométhéenne, juin 2020

¹⁴ Source : Drees, décembre 2020, « Plus de 2 millions d'allocataires du RSA fin octobre 2020 », Etudes et Résultats, n°1 175, données provisoires (données CNAF et estimations réalisées par la Drees)

Graphique 13 – Progression des bénéficiaires du RSA

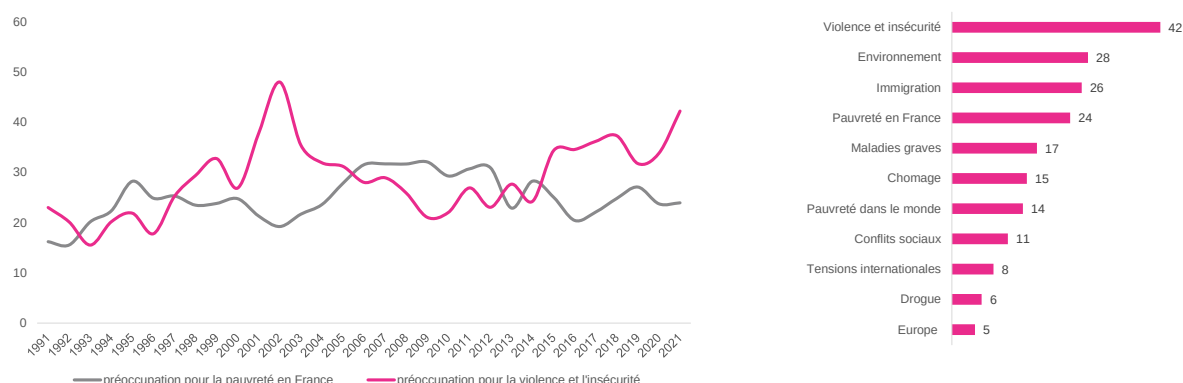


Source : Drees, décembre 2020, « Plus de 2 millions d’allocataires du RSA fin octobre 2020 », Etudes et Résultats, n°1 175, données provisoires (données CNAF et estimations réalisées par la Drees)

Dans ce contexte largement médiatisé par exemple via les queues devant l’aide alimentaire, on aurait pu imaginer une hausse des préoccupations par rapport à la pauvreté. Celles-ci restent très stables. En revanche, les préoccupations par rapport à la violence et l’insécurité continuent leur inexorable progression, +8 points en un an. Alors que la criminalité en dehors du domicile (vols sans violence contre les personnes -24%, cambriolages -20%, vols de véhicules -13% ...) ¹⁵ a, mécaniquement, baissé.

Graphique 14 – mais les préoccupations se tournent davantage vers la violence

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? (% réponse en 1^{er} ou 2nd)



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Celles-ci pourraient être attribuées aux différents événements terroristes de l’automne 2020 : attaque des anciens locaux de Charlie Hebdo, et décapitation de Samuel Paty, ou à la ré-activation des mémoires en liaison avec les procès largement médiatisés à l’automne 2020. Dans le cadre du programme 13-nov¹⁶ auquel le CREDOC participe, on constate que les événements récents ont assez peu été cités comme actes terroristes marquants (6%), malgré leur proximité temporelle, et ont beaucoup moins frappé les esprits que l’attaque du Bataclan (47%), et celle de Charlie Hebdo de 2015 (45%). De plus, les préoccupations par rapport à la violence et l’insécurité sont au même niveau que

¹⁵ <https://www.vie-publique.fr/en-bref/278368-insecurite-et-delinquance-2020-baisse-globale-en-lien-avec-le-covid-19>

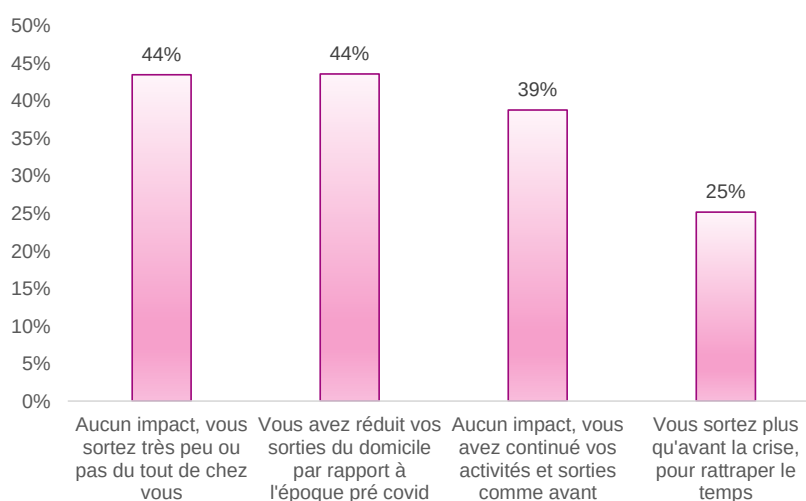
¹⁶ <https://www.memoire13novembre.fr/>

les interviewés aient cité la mort de l'enseignant (50%) ou, par exemple, les attaques du 13 novembre (48%).

En revanche, l'inquiétude par rapport à la violence varie sensiblement selon que les personnes ont continué leur vie comme avant, voire ont cherché à rattraper le temps perdu pendant les périodes de confinement, ou qu'elles ont choisi de rester cloîtrées chez elles. En d'autres mots, **le retrait du monde, des interactions et de l'espace public dans l'enceinte du domicile pourrait être de nature à rendre davantage anxiogène l'espace extérieur au cocon du logement.**

Graphique 15 - Les personnes qui sortent peu habituellement ou on réduit leurs sorties avec la crise sanitaire sont les plus préoccupées de la violence

Place la violence et l'insécurité parmi
ses deux premiers sujets de préoccupations parmi une liste de 12 thèmes



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

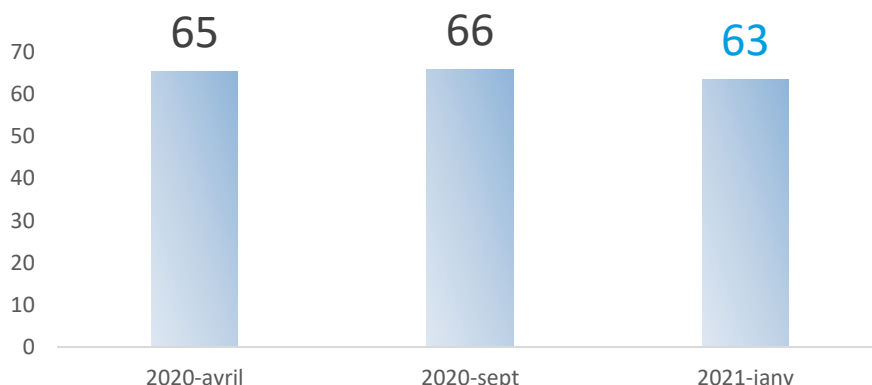
II - L'État Léviathan

Une vie administrée

La vision d'un monde insécurisant où chacun individu est un ennemi potentiel fait très largement écho à la thèse défendue par le philosophe anglais Thomas Hobbes (1588-1679). Celui-ci dépeint dans son célèbre ouvrage « Le Léviathan », une nature profondément mauvaise de l'être humain, largement diffusée dans les imaginaires via sa célèbre assertion « l'homme est un loup pour l'homme ».

Face à un « état de nature » condamnant les hommes à une situation permanente de guerre et d'anxiété, les hommes n'ont d'autre choix que de se constituer en communauté, de renoncer à une part de liberté et de prêter allégeance à un Etat protecteur. Celui-ci sera, pour Hobbes, seul en mesure de protéger la vie et les propriétés des membres de la communauté ainsi constituée. De fait, l'attitude des Français en ce début 2021 s'apparente largement à une vision hobbesienne du monde. Le pays dont la devise inscrite sur tous les frontons débute par le mot « Liberté » concède volontiers celle-ci en échange d'une protection face à la menace du virus. Ainsi 63% des Français estiment qu'il est aujourd'hui plus important que l'État protège la santé des citoyens, même si cela diminue les libertés de chacun.

Graphique 16 : « Aujourd’hui diriez-vous plutôt... ? » - « Il est plus important que l’État protège la santé des citoyens, même si cela diminue les libertés de chacun » (vs. « Il est plus important que l’État rétablisse et préserve les libertés individuelles »)



Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », avril 2020, septembre 2020, janvier 2021

La proportion n’a que très peu diminué, après pourtant neuf mois de restrictions de liberté inédites dans l’histoire moderne de France. Encore plus significatif peut-être, **une personne sur deux (48%) aspire même à des politiques d’endiguement plus strictes**, soit presque autant qu’en avril 2020. Une certaine **lassitude** pointe cependant. 17% des répondants considèrent les mesures actuelles trop strictes, soit +12 points depuis avril. Cette fatigue se fait plus particulièrement ressentir auprès **des 25-39 ans** dont 21% estiment les mesures trop strictes contre 6% en avril 2020

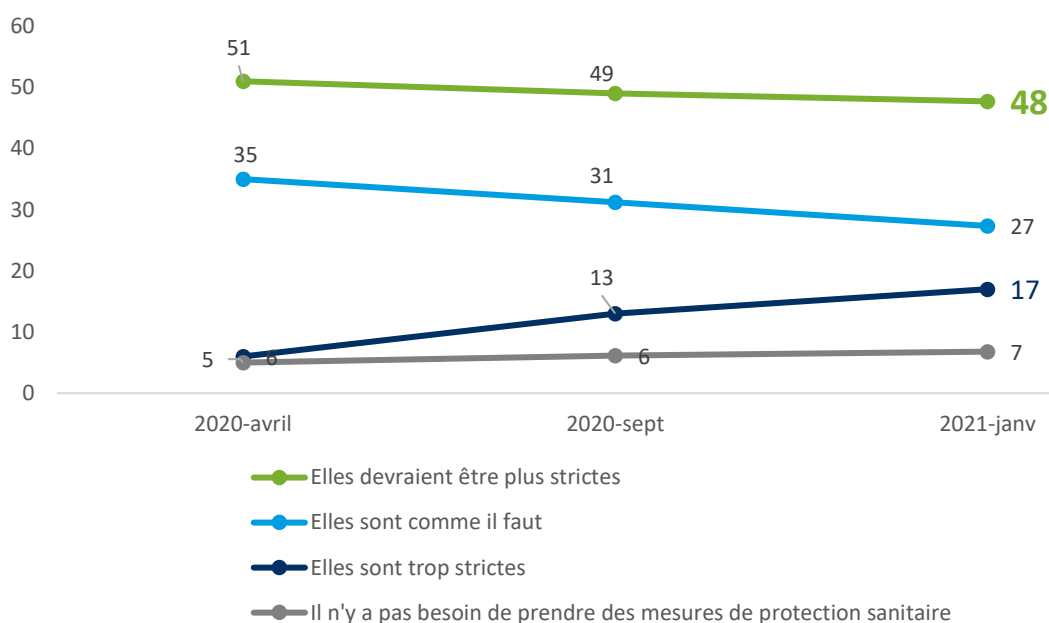
Pour Nicolas Roussellier, « l’État du Léviathan de Thomas Hobbes est donc toujours là : il n’a pas disparu sous l’épaisseur historique des couches du droit moderne, de l’avancement des libertés, de la démocratie et de l’État social. Il est encore capable de resurgir avec une force soudaine pour placer la garantie de sécurité avant toute autre considération. Il continue de fonctionner : il est même allé plus loin que jamais dans son histoire, par sa capacité à encadrer et à contraindre les individus. »¹⁷ Jeanne de Glinasty montre que les instruments juridiques permettant aux citoyens de défendre leurs libertés sont fragiles face au pouvoir gouvernemental depuis le début de l’épidémie¹⁸. Le caractère régalien de l’État ressort d’ailleurs quel que soit la nature de l’État concerné, autoritaire ou démocratique, durant cette pandémie¹⁹.

¹⁷ Roussellier Nicolas, « L’État à l’âge de la crise sanitaire », *Études*, 2020/9 (Septembre), p. 33-44. DOI : 10.3917/etu.4274.0033. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2020-9-page-33.htm>

¹⁸ Jeanne de Glinasty, « La gestion de la pandémie par la puissance publique devant le Conseil d’État à l’aune de l’ordonnance de référé du 22 mars 2020 », *La Revue des droits de l’homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 29 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/9447> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.9447>

¹⁹ Roussellier Nicolas, « L’État à l’âge de la crise sanitaire », *Études*, 2020/9 (Septembre), p. 33-44. DOI : 10.3917/etu.4274.0033. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2020-9-page-33.htm>

Graphique 17 : « Par rapport aux décisions prises en France concernant la protection sanitaire face au coronavirus, diriez-vous ? »



Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », avril 2020, septembre 2020, janvier 2021

Le désir de sécurité et d'ordre assuré par cet État Léviathan se traduit aussi dans la confiance au gouvernement. La confiance dans le gouvernement est traditionnellement animée d'un mouvement cyclique. Cinquième République oblige, elle varie davantage en fonction du chef de l'État que du Premier Ministre. Au cours des deux dernières décennies, la **confiance dans le gouvernement** est systématiquement amplifiée en début de mandat présidentiel, avec l'espoir que l'homme ou la femme providentielle apporteront un changement significatif au pays.

Ce schéma s'observe qu'il s'agisse des mandats présidentiels de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy ou François Hollande avec toutefois, sur le long terme, une tendance à la baisse.

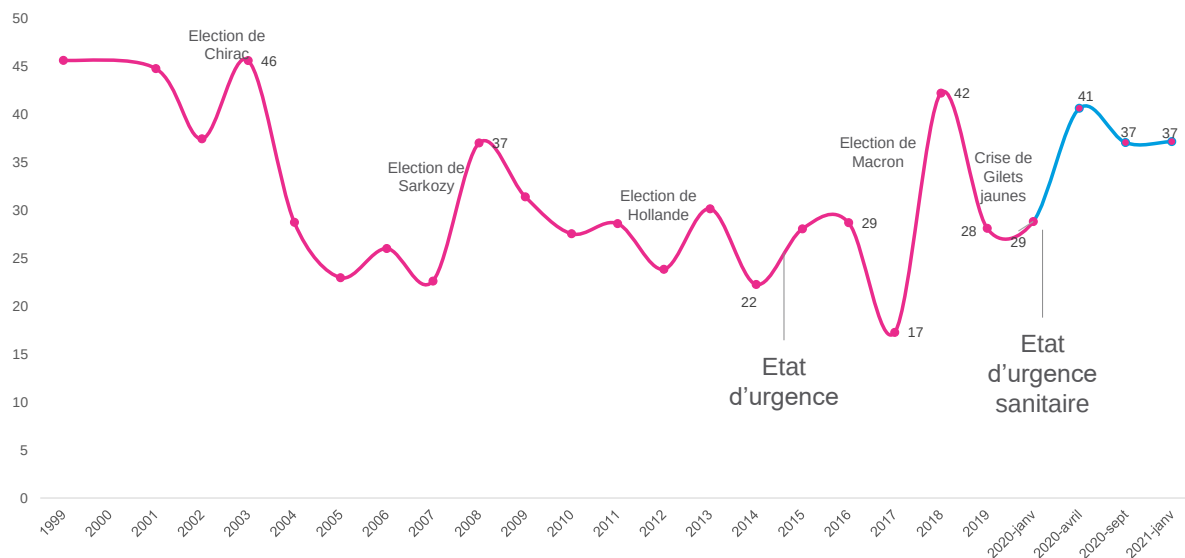
L'élection d'Emmanuel Macron, et la transformation à 360° promise au pays avec le renouvellement massif du parlement, la sortie de l'affrontement et alternance traditionnelle entre la gauche et la droite avait soulevées en 2017 une vague d'espoir inégalée (+15 points). Celle-ci avait été suivie d'un désenchantement à la hauteur de l'espoir, avec une très rapide dégringolade lors de la crise des Gilets Jaunes en 2019. La crise de la Covid-19 semble avoir restauré pour un temps la confiance hors période pré-électorale. En avril 2020, la confiance dans le gouvernement était ainsi presque aussi forte qu'au lendemain des élections. La décision d'un premier confinement strict a pu être interprétée comme une démonstration de « la puissance du pouvoir gouvernemental »²⁰. On retrouve ici un mouvement similaire à celui qui avait été observé en 2015, au lendemain des attentats de janvier et novembre 2015 et de juillet 2016. Certains notent d'ailleurs la **similitude entre état d'urgence de 2015 et état d'urgence sanitaire**²¹.

²⁰ Enguerran **Maci** et Priscilla Duboz, « Epidémie de Covid-19 en France : Logiques biopolitiques d'un confinement », *Recherches & éducatives* [En ligne], HS | Juillet 2020, mis en ligne le 26 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rechercheseducations/8806> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rechercheseducations.8806>

²¹ Alain Laquière, « L'État français face au coronavirus : réflexions sur l'état d'urgence sanitaire », *Cités*, 2020/4 n°84, pages 37-52

Depuis, le choc du 1^{er} confinement, le niveau de confiance s'est quelque peu tassé mais demeure important : 37% des Français font confiance au gouvernement pour résoudre les problèmes qui se posent contre 41% en avril 2020 et 29% en janvier 2020.

Graphique 18 : « Faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance au gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? » % « tout à fait » + « plutôt »

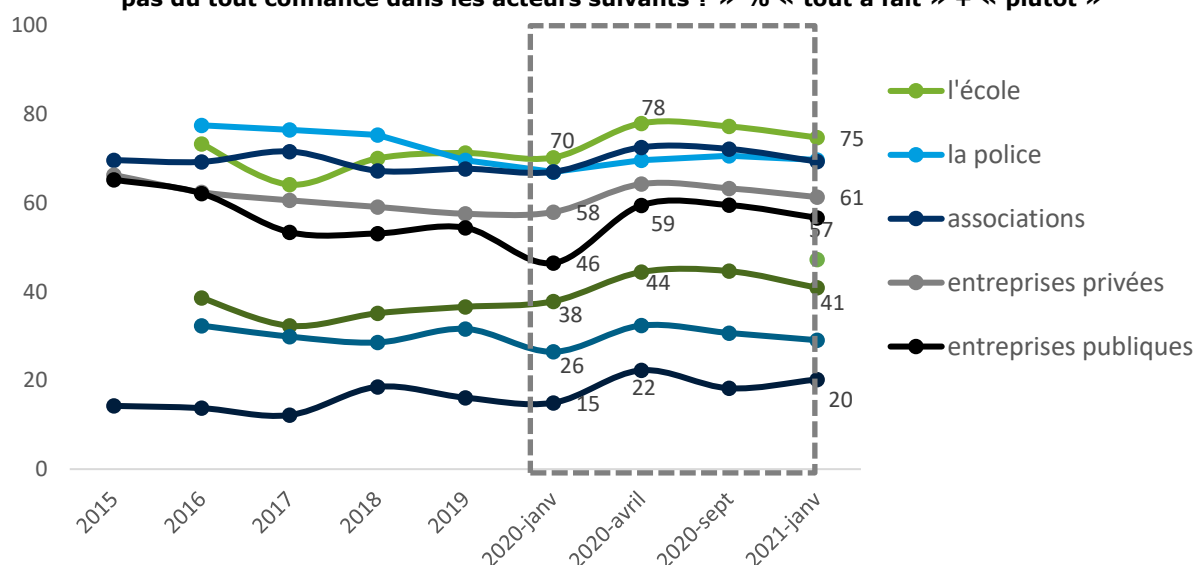


Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », janvier 1999-janvier 2021

Cette hausse de la confiance est la plus manifeste auprès des catégories de population déjà plus favorables au gouvernement à l'aube de la crise, en janvier 2020. Jusqu'à 48% des habitants de l'agglomération parisienne lui font confiance en janvier 2021 (contre 32% en janvier 2020). Les hommes (41%), les 15-24 ans (41%), les plus de 70 ans (42%).

La confiance accordée à l'État durant la pandémie s'étend au-delà du seul gouvernement. Depuis avril 2020, l'école, la police, les associations, les entreprises privées et publiques sont davantage légitimées. Si une certaine érosion de ce capital confiance se fait ici aussi sentir, le niveau de confiance envers ces différentes institutions reste plus élevé qu'avant la crise.

Graphique 19 : « Globalement, avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans les acteurs suivants ? » % « tout à fait » + « plutôt »

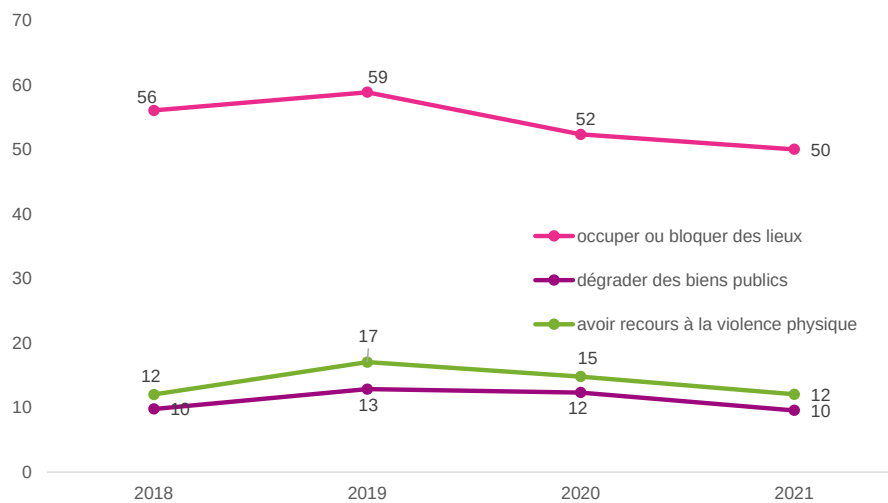


Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », janvier 2015-janvier 2021

Le désir d'ordre se manifeste aussi par une **moins grande tolérance au conflit**. En janvier 2021, 50% des Français comprennent qu'on puisse occuper ou bloquer des lieux pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement ou pour faire triompher une cause. Au plus fort du mouvement des gilets jaunes, largement soutenu par l'opinion, la proportion était montée à 59%. La période actuelle tempère le recours à des actions radicales, qu'il s'agisse d'occupation de lieux, ou de recours à la violence physique, ou de dégradation des biens publics. Souvent décrits, à raison²², comme un peuple ayant facilement recours à la manifestation pour témoigner de son mécontentement, les Français se distinguent aujourd'hui par la faiblesse des mouvements « anti-masques » constatés dès l'été dans de nombreux pays comme les Etats Unis, le Canada, l'Allemagne, l'Espagne, à l'Angleterre.

²² La proportion de personnes participant à des manifestations est plus forte en France qu'ailleurs. Selon l'enquête de la Fondation de Dublin pour le bien-être menée en 2016, 10% des Français indiquent avoir participé à une manifestation au cours des 12 derniers mois. Se partageant la première place avec les Suédois (10%), devant les Allemands (4%) ou les Britanniques par exemple (3%).
<https://www.eurofound.europa.eu/fr/data/european-quality-of-life-survey>

Graphique 20 : « Pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur, comprenez-vous qu'on puisse avoir recours aux actions suivantes ? » - Tout à fait + plutôt %



Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », janvier 2018-janvier 2021

Si les Français souhaitent majoritairement un État fort, incontestable et respecté de tous, Jean de Munck rappelle toutefois qu'il subsiste une frontière entre un État Léviathan et un État démocratique. La circulation de l'information, la possibilité de débattre, d'avoir des controverses et plus largement, un espace public ouvert²³ exposent davantage l'État français à ses propres faiblesses, à la différence du contrôle de l'opinion et la censure qui avait pu être le cas un siècle auparavant, durant la Première Guerre Mondiale²⁴.

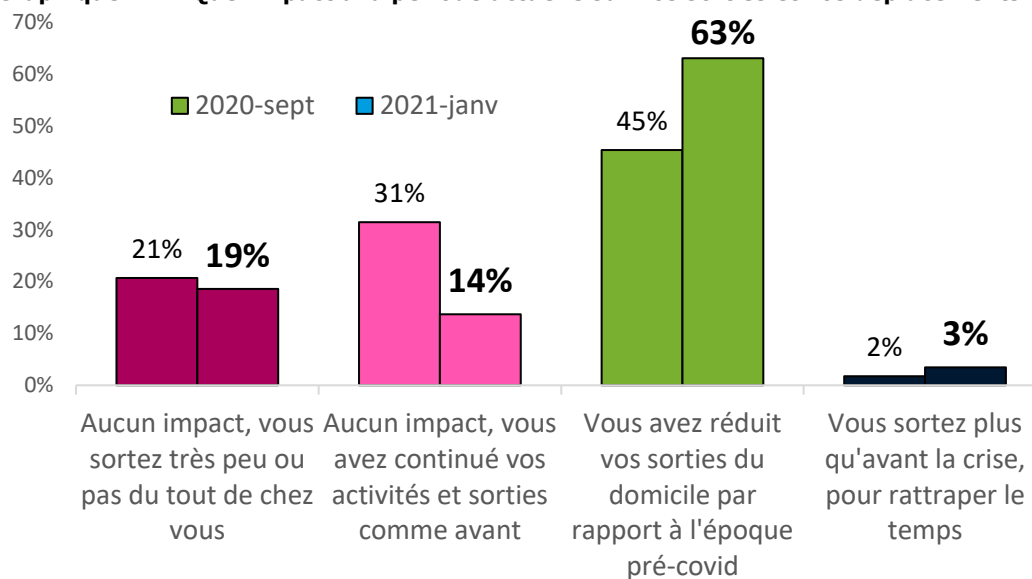
Une auto-limitation qui suit le cadre fixé par l'État

Signe possible d'une intériorisation du contexte de pandémie et des recommandations des autorités en matière sanitaire, les Français sont de plus en plus nombreux à avoir changé leurs habitudes personnelles. En janvier 2021, 63% déclarent ainsi avoir réduit leurs sorties et déplacements par rapport à la période pré-covid, soit bien plus qu'en septembre 2020 (+18 points).

²³ Jean De Munck, « trois réponses à la crise du coronavirus », *Louvain Papers on Democracy & Society*, n°79, avril 2020

²⁴ Roussellier Nicolas, « L'État à l'âge de la crise sanitaire », *Études*, 2020/9 (Septembre), p. 33-44. DOI : 10.3917/etu.4274.0033. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2020-9-page-33.htm>

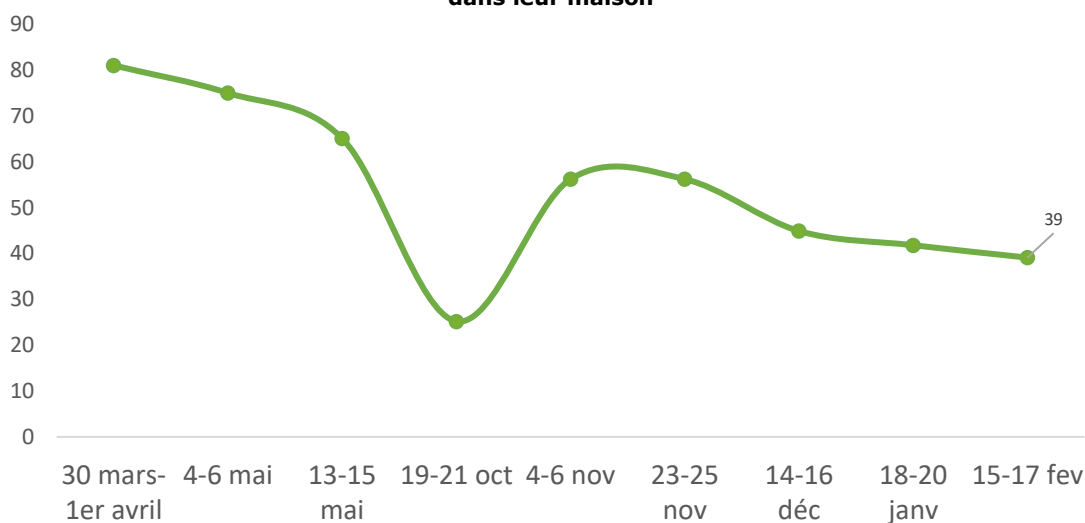
Graphique 21 « Quel impact a la période actuelle sur vos sorties et vos déplacements ? »



Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », janvier 2020-janvier 2021

Après un an de pandémie, de nombreuses personnes vont même au-delà des normes sanitaires imposées par l'État, en s'auto-confinant en dehors des périodes de confinement. Du 15 au 17 février, plus d'un tiers (39%) des répondants de l'enquête Coviprev de Santé Publique France déclaraient ainsi rester le plus possible chez eux.

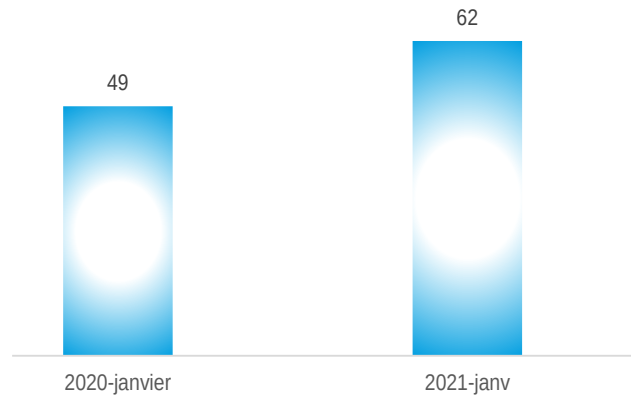
Graphique 22 : Proportion de répondants déclarant rester « systématiquement » le plus possible dans leur maison



Source : Santé publique France, Coviprev, 30 mars 2020-17 février 2021

En janvier 2021, 62% des répondants de l'enquête Crédoc déclarent ne jamais ou rarement recevoir d'amis chez eux contre 49% avant la pandémie, en janvier 2020.

Graphique 23 : « Vous arrive-t-il d'inviter ou de recevoir, chez vous, des amis, des relations ? » -« Rarement » ou « Jamais » en %

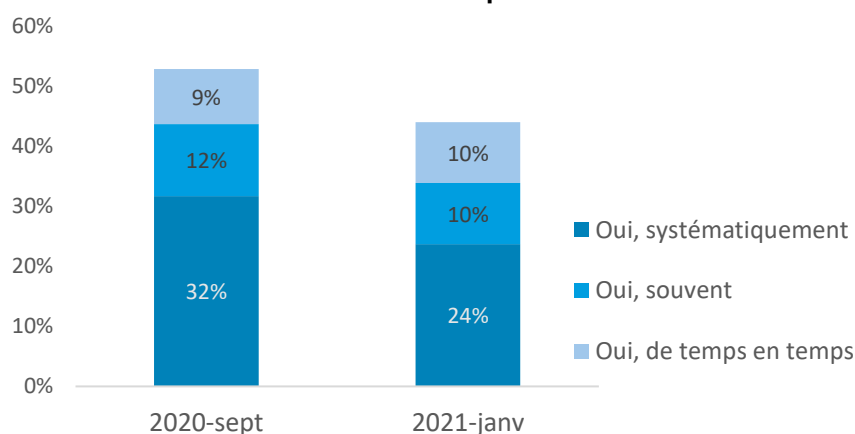


Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », janvier 2020-janvier 2021

44% des répondants indiquent qu'ils évitent d'utiliser les transports en commun, (24% systématiquement) en janvier 2021. Dans le même temps, la proportion de personnes indiquant utiliser leur voiture comme mode de déplacement principal a progressé +3 pts/2020. On peut supposer que le recours plus important à la voiture tient à la fois à des raisons sanitaires (moins d'interactions sociales et de risque d'attraper le virus) et possiblement également au désengorgement des routes et diminution des bouchons.

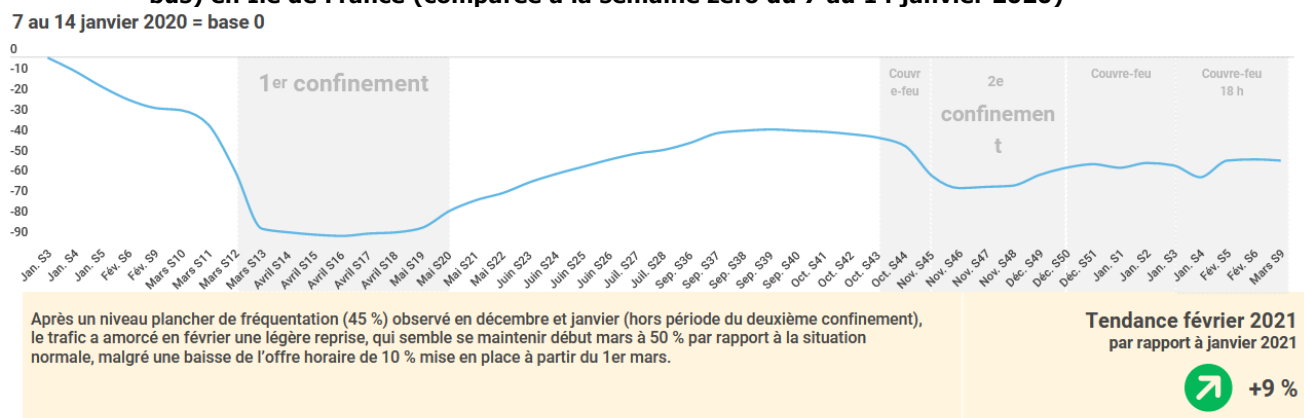
La proportion a baissé par rapport à septembre où ils étaient 53% (dont 32% systématiquement) en septembre 2020. En première lecture, on pourrait supposer que les Français commencent à reprendre les bus, trams, métros... Les données de l'Institut Paris région montrent que, pour la région Ile de France, la fréquentation des transports en commun est en janvier 2021 inférieure de moitié à celle de la semaine « zéro » pris en référence (du 7 au 14 janvier 2020). En septembre, elle n'était inférieure « que » de 36%. Il paraît donc vraisemblable que, sortant moins (notamment pour leurs loisirs), les individus ont moins besoin de recourir aux transports quels qu'ils soient, et donc sont moins souvent placés en situation d'éviter les transports en commun.

Graphique 24 : « Au cours des derniers jours, avez-vous adopté les mesures de protection suivantes ? » - « Éviter les transports en commun »



Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », janvier 2020-janvier 2021

Graphique 25 : Evolution de la fréquentation des transports en commun (train, métro, tramway, bus) en Ile de France (comparée à la semaine zero du 7 au 14 janvier 2020)



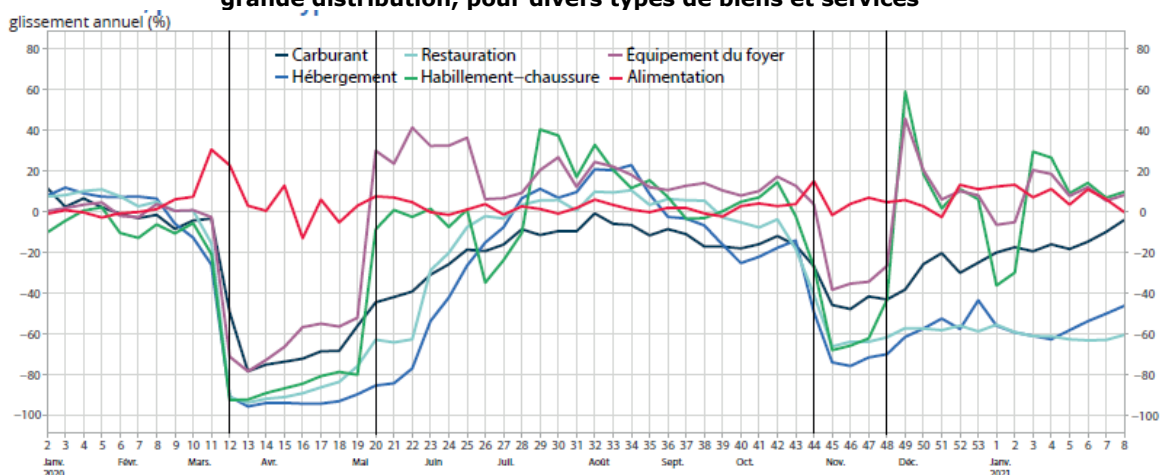
Source : moovit.com

Clé de lecture : La fréquentation des TC de la troisième semaine du mois d'avril (semaine 16) était 88 % inférieure à celle comptabilisée pour la semaine du 7 au 14 janvier 2020 (base 0, c'est à dire période de référence).

Source : Institut Paris Région, mars 2021

Autre manifestation de la réduction drastique des sorties, le niveau des dépenses de carburant reste très en-deçà du niveau d'avant-crise, même hors période de confinement.

Graphique 26 : Montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB et de ventes ar la grande distribution, pour divers types de biens et services



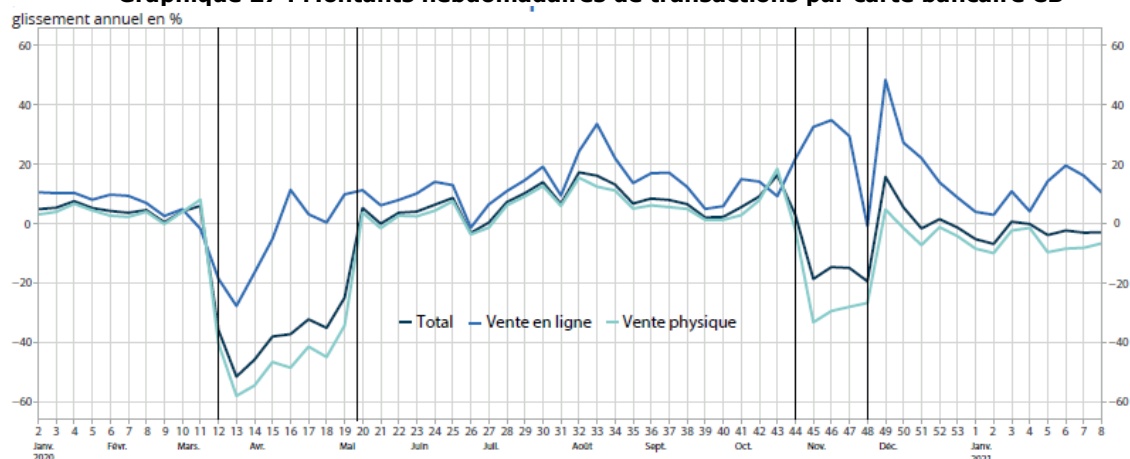
Lecture : lors de la semaine 8 de 2021 (22-28 février), les montants de transactions par carte bancaire CB relatifs aux achats de carburant étaient inférieurs de 4% aux montants de la semaine 8 de 2020. Les traits verticaux indiquent les dates de fermeture et de réouverture des commerces « non essentiels » lors des deux confinements de 2020.

Note : la dynamique de ces montants de transactions peut traduire, à partir du mois de mars 2020, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire CB. Il est tenu compte de ce facteur dans l'estimation des pertes ou surcroît de consommation par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : Cartes Bancaires CB (sauf pour l'alimentation), données de caisse de plusieurs enseignes de la grande distributions (pour l'alimentation), calculs Insee.

Autre signe du suivi des consignes **sanitaires**, les **consommateurs se reportent fortement sur les achats en ligne**. En novembre, pendant le deuxième confinement, toutes les catégories socioprofessionnelles ont largement augmenté leurs dépenses dans le secteur du e-commerce. Les cadres et professions intellectuelles supérieures (42 %) mais aussi les ouvriers (51 %) ont augmenté leurs dépenses sur le web.

Graphique 27 : Montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB



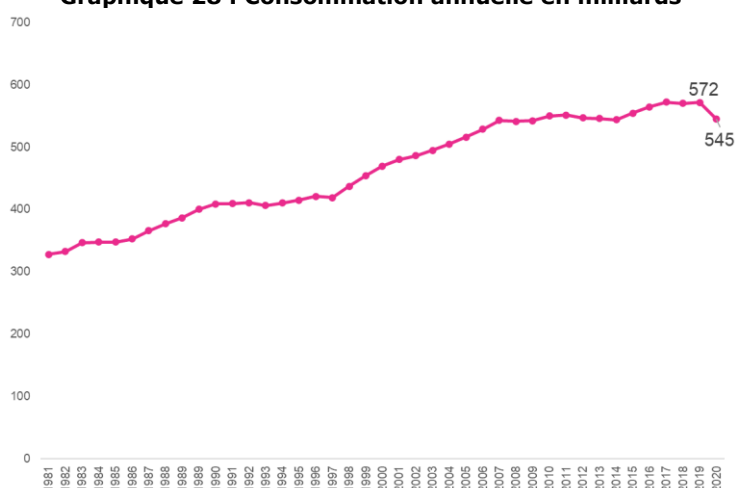
Lecture : lors de la semaine 8 de 2021 (22-28 février), les montants de transactions par carte bancaire CB étaient inférieurs de 3% aux montants de la semaine 8 de 2020. Les traits verticaux indiquent les dates de fermeture et de réouverture des commerces « non essentiels » lors des deux confinements de 2020.

Note : la dynamique de ces montants de transactions peut traduire, à partir du mois de mars 2020, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire CB. Il est tenu compte de ce facteur dans l'estimation des pertes ou surcroît de consommation par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : Cartes Bancaires CB Crédit Mutuel, calculs Insee.

Finalement, une seule dimension semble tirer son épingle du jeu. La consommation baisse beaucoup moins (-4,7% en 2020/2019) que le PIB (-8%). **Cette résistance de la consommation** devrait se maintenir, à la fois grâce à la **préservation des fermetures massives, et au soutien au pouvoir d'achat**. Le pouvoir d'achat par unité de consommation devrait chuter de seulement 0,9 %, soit 10 fois moins que la baisse du PIB, selon l'Insee, grâce aux nombreux mécanismes (chômage partiel, fond de solidarité pour les indépendants, année blanche pour les intermittents du spectacle) garantissant un quasi-maintien des revenus.

Graphique 28 : Consommation annuelle en milliards



Source : Insee.

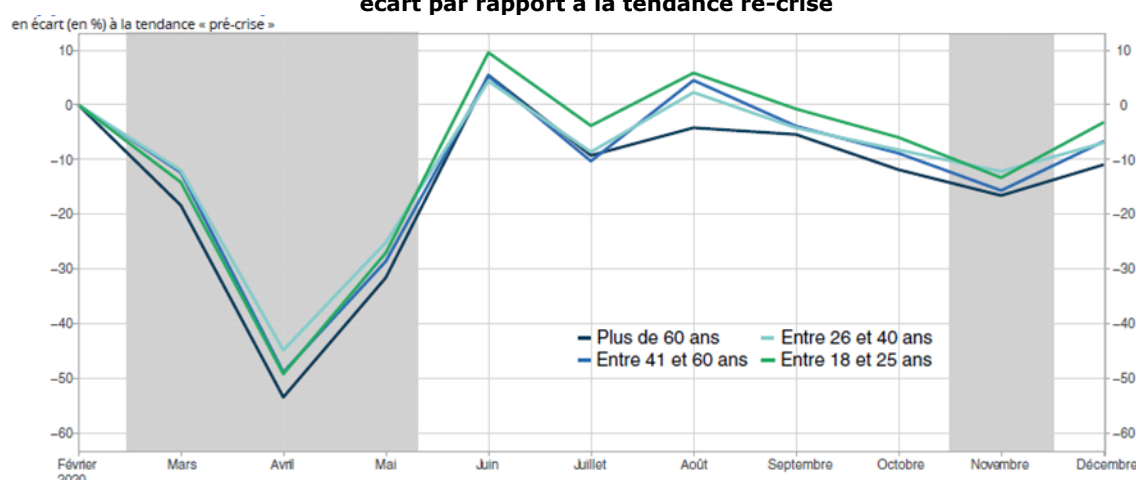
Quelques différences de consommation pointées par l'INSEE

Notons que les comportements de consommation ont différé selon les classes d'âge. Les ménages jeunes (dont la personne de référence a entre 18 et 25 ans) ont connu depuis juin un rebond de leur consommation plus prononcé que les autres tranches d'âge. A contrario, les ménages âgés avec une

personne de référence de plus de 60 ans, dont la santé est plus mise en danger par la Covid-19, ont davantage réduit leur consommation lors des deux confinements ; par ailleurs, le rebond de leur consommation a également été moins important pendant l'été notamment du fait des dépenses de restauration. Ces spécificités pourraient refléter des précautions sanitaires accrues et une volonté de se tenir à l'écart des lieux de contamination pour une catégorie particulièrement touchée par l'épidémie de Covid-19.

La consommation des ménages d'âge actif a en partie été soutenue par l'intervention forte de l'État en protection du secteur économique via le chômage partiel, sorte de « nationalisation » temporaire des salariés et les multiples plans d'aides.

Graphique 29 : Consommation des ménages de l'échantillon redressé en 020 selon leur âge, et en écart par rapport à la tendance ré-crise



Lecture : en avril 2020, la consommation des ménages dont la personne de référence a de 18 à 25 ans était inférieure de 50% par rapport à la tendance pré-crise.

Note : les périodes de confinement sont indiquées par les zones grisées

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

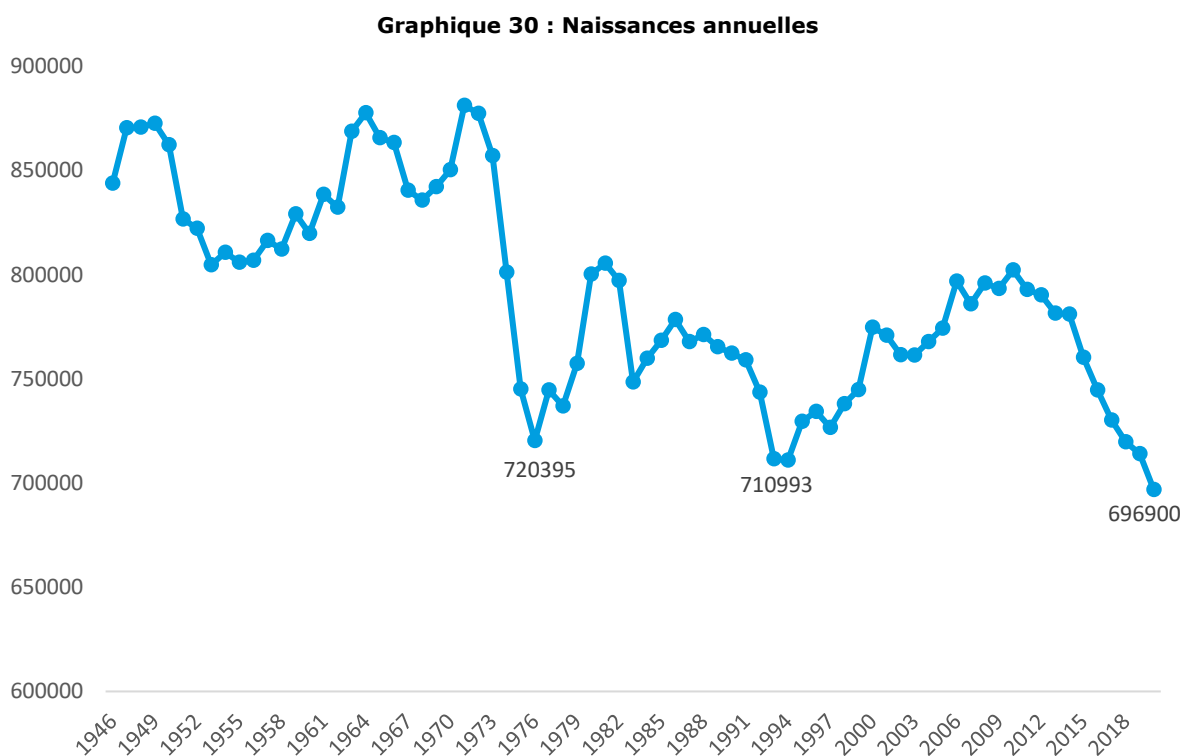
III - Un temps indéfini sans espoir de sortie

Des repères qui se brouillent

En acceptant de céder de leur liberté au profit de la sécurité protectrice de l'Etat, **la population perd de son contrôle sur sa vie, qu'il s'agisse de son rapport au temps ou à l'espace.**

Depuis le début de la crise sanitaire le temps se brouille. Les jours de semaine sont moins différents des week-ends. Parce que les activités permises sont sensiblement les mêmes (fermetures des lieux de loisirs, de sport, restaurants, cafés, etc.). Aussi car les cérémonies, festivals, fêtes, qui font chacun offices de marqueur dans le temps et la vie de chacun sont réduites, reportées voire annulées. En 2020, l'Insee décompte une baisse de -34% de mariages célébrés, par rapport à 2019, (source INSEE, bilan démographique 2020). Les fêtes d'anniversaire, pour les naissances, diplômes sont vraisemblablement soumises au même régime. Même les obsèques qui sont également des jalons importants dans l'identité et la mémoire de chacun sont limitées à 30 personnes maximum en janvier 2021.

Selon l'INSEE, la **baisse des naissances** beaucoup plus forte que celle observée depuis 6 ans : en janvier 2021 -13 % (par rapport à janvier 2020)²⁵. L'institut national de la statistique indique qu'il « faut remonter à 1975, la fin du baby-boom, pour observer un phénomène de telle ampleur. Les naissances en septembre et octobre 1975 avaient en effet diminué de 14 % par rapport aux mêmes mois en 1974, et celles d'août et novembre de 10 %. ». Et si à chaque crise on constate une



Source : Insee.

L'exceptionnel, qui permet par effet de contraste de définir l'ordinaire, est subitement effacé.

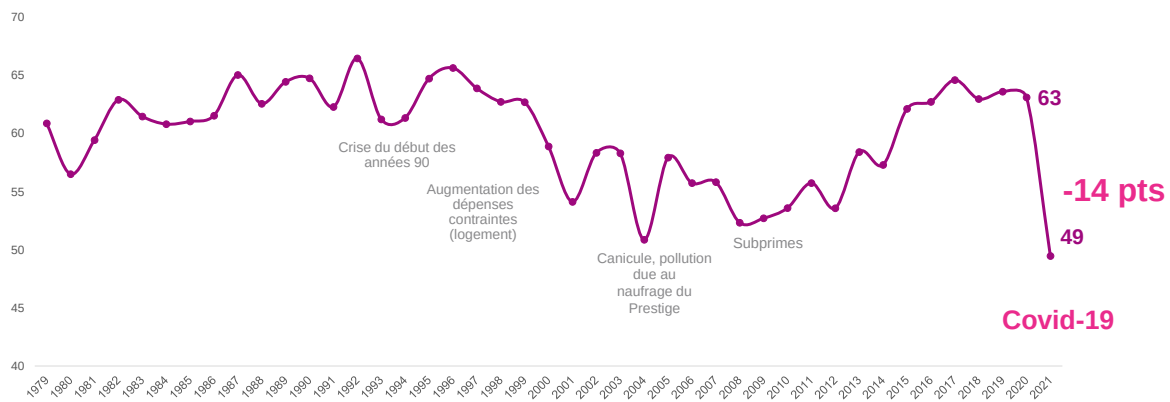
Avec l'incertitude sur l'avenir, les difficultés financières de certains ménages, les restrictions en termes de déplacement, d'offre d'hébergement, de loisirs, la proportion de Français partis en **vacances** au cours des douze derniers mois (au moins quatre nuits consécutives hors du domicile habituel pour des motifs autres que professionnels) a **diminué de 14 points**. Une baisse jamais observée en quatre décennies. Or les vacances représentent également en temps, comme l'explique l'anthropologue Jean Didier Urbain, un **espace-temps qui appartient à chacun**. C'est un temps pour reprendre possession de sa propre vie et échapper aux cadres fixés par de nombreuses contraintes : horaires de lever, déjeuner, coucher peuvent être plus souples, variables sans avoir à correspondre aux horaires de travail, d'école, de transport, etc. Différents événements ont pu, par le passé, réduire le taux de départ en vacances. Mais même pendant la canicule de 2003 (-7 pts), ou la crise des subprimes de 2008 (-4 pts) la baisse n'avait pas été, en population générale, aussi brutale.

²⁵

INSEE, Forte baisse des naissances en décembre 2020 et janvier 2021, Communiqué de presse, 2021

Graphique 31 : Chute brutale du taux de départ en vacances

Etes-vous parti(e) en vacances au cours des douze derniers mois (au moins quatre nuits consécutives hors du domicile habituel pour des motifs autres que professionnels) ?



Source : Crédoc, Enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

A l'effacement des temps, s'ajoute l'effacement des espaces. En janvier 2021, **31% des actifs déclarent qu'ils sont actuellement en télétravail**. 13% en télétravail total, et 18% en télétravail partiel. C'est autant que pendant le 1^{er} confinement et dix points de plus qu'en septembre où un semblant de reprise semblait possible. Or parmi ces télétravailleurs, **55% télétravaillent dans un espace non dédié au travail**. 29% réalisent leurs missions dans une pièce qui, d'ordinaire, n'est pas dédiée au travail (cuisine, salon, chambre ...) mais où le salarié peut s'isoler le temps de sa journée de travail. 26% dans une pièce qu'ils partagent avec d'autres (conjoint, enfant...). Les lieux de vie perdent leur fonction « unique », et le travail, l'école, les loisirs, la vie de couple, la vie sociale se retrouvent à se succéder, voir se superposer dans des espaces uniques.

Signalons sur ce sujet le lien très étroit entre télétravail et espace domestique. Les télétravailleurs « à temps complet » indiquent plus souvent que les autres avoir un espace à eux, dédié au travail (49%)

vs 38% de ceux en télétravail « partiel ».

Ceux qui ne sont pas en télétravail actuellement

indiquent que, s'ils devaient le faire, ils seraient 43% à devoir travailler dans une pièce partagée avec d'autres, soit quasiment le double (22%) des personnes actuellement en télétravail « complet ».

L'importance d'un « lieu à soi » pour pouvoir créer, penser, écrire décrite par Virginia Woolf en 1929 à propos des femmes de son

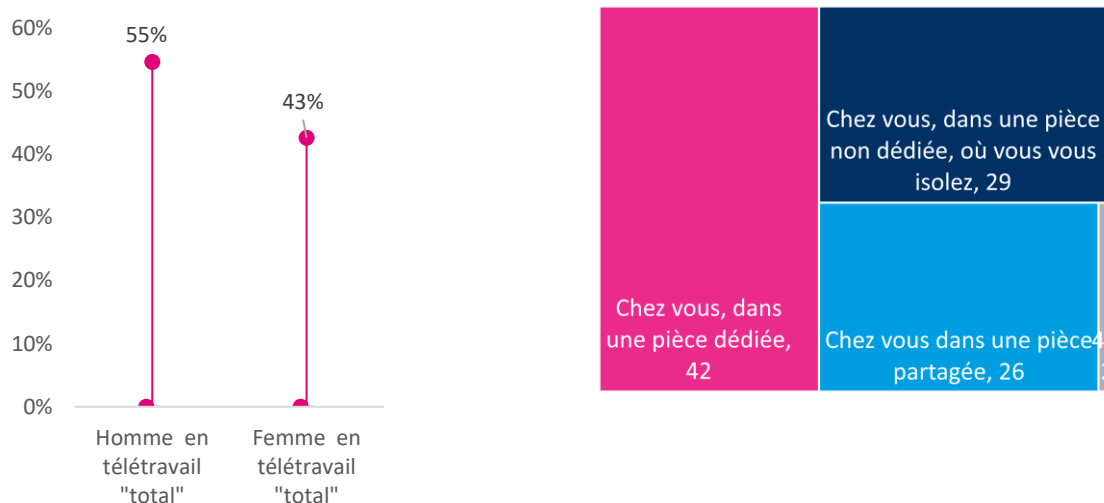
époque est aujourd'hui aussi une condition facilitant grandement le télétravail. On notera toutefois que la différence autrefois soulevée par l'écrivaine pour expliquer la moindre proportion d'artistes, écrivaines chez les femmes, reste de mise à l'aube du XXIème siècle. Alors que **54% des hommes en télétravail « total » disposent d'un bureau pour pouvoir se concentrer et travailler au calme, ce n'est le cas que de 43% des femmes** dans la même situation. Avec la crise sanitaire, beaucoup de schémas « traditionnels » se remettent en place, éloignant les femmes de la sphère professionnelle (voir encadré).

La crise sanitaire, un pas en arrière vers l'égalité

Le 1er confinement décrété à la mi-mars 2020 a opéré comme une forme de retour en arrière sur la répartition des tâches parentales. Face à la crise sanitaire liée au Covid-19, la décision de fermeture des crèches, écoles et universités a été annoncée dès le jeudi 12 mars. A partir du 17 mars 2020, à 12 heures, afin de lutter contre la pandémie, une interdiction de déplacement a été instaurée, confinant les Français dans leurs domiciles. A la fois en liaison avec les différences de professions et secteurs, mais probablement aussi avec les arbitrages des couples, le confinement n'a pas eu le même impact sur la vie professionnelle des deux sexes. **L'arrêt de travail pour prendre en charge un enfant** compte tenu des fermetures des écoles et crèches et modes de garde a affecté **deux fois plus de femmes** que d'hommes (15% vs 8%). Les mères ont ainsi été plus nombreuses que les pères à indiquer n'avoir pas du tout travaillé pendant le confinement. En parallèle, la **découverte du télétravail** a été davantage l'apanage des pères que des mères (20% des pères de familles nombreuses, contre 15% des mères). Si l'on se concentre sur les couples bi-actifs occupés, 53% des mères indiquent avoir passé 4 heures et plus par jour à s'occuper des enfants contre 29% des pères. Au sein des foyers qui accueillent au moins un enfant de moins de 20 ans, **dans la majorité des cas (55%), la charge principale des enfants a incombé à un seul** des parents, et le plus souvent à la mère : **39% à la mère**, 16% au père. La **mère** est donc concernée (seule ou avec le père) dans 78% des cas ; le **père** (seul ou, le plus souvent, avec la mère) dans 55% des cas. Et même au sein des **foyers où les deux parents travaillent**, la mère a eu plus souvent en charge la garde des enfants : 48% des mères déclarent s'être occupé de leur(s) enfant(s) pendant la journée le temps du confinement, contre 25% des pères.

Source : Solen Berhuet, Manon Coulange, Patricia Croutte, Sandra Hoibian, Les attentes des Français envers les politiques familiales en 2020, Collection des rapports N°R348, janvier 2021

Graphique 32 : Le plus souvent pas de « pièce à soi » pour travailler
Lorsque vous télétravaillez, où êtes-vous installé le plus souvent ?



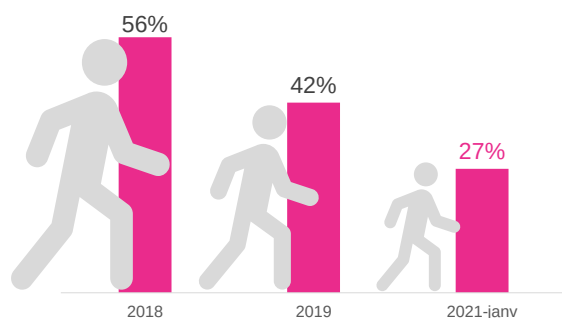
Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

Bloqués dans un éternel présent

Cette superposition et effacement des espaces et des temps, le manque de visibilité sur l'avenir, la non-maîtrise des décisions de politique d'endiguement, tout cela conduit la population française à ne pas pouvoir se projeter dans l'avenir. En 2019, 59% de la population estimaient qu'il s'agissait « d'un bon moment pour se lancer dans projet », le taux avait chuté singulièrement en 2019 dans le contexte anxiogène de la crise des gilets jaunes. Il décroît encore singulièrement avec le virus couronné pour tomber à 27%. Rappelons qu'en 2018, lorsqu'on interrogeait les Français sur ce que leur évoque le mot « projet », les enquêtés répondent très majoritairement sur un registre spontanément **positif**, évoquant le **futur** et le changement : l'« avenir », l'« espoir », le « changement », la **création et la construction** : « créer », « bâtir », « entreprendre » ..., ou encore des domaines **concrets et plutôt du ressort de la vie privée** : les « enfants », la « famille », « les vacances », la « maison », les « travaux », les « achats » Les évocations négatives étaient très rares (1% des réponses), tout comme les remarques sceptiques (« mot à la mode », « pipeau »). La diminution des projets des Français est donc une manière de mesurer l'impossibilité à forger des rêves, des attentes, un futur.

Graphique 33 : une impossibilité à savoir de quoi demain sera fait

Diriez-vous qu'en ce moment, c'est une bonne période pour se lancer dans un projet ? % de oui



Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsqu'on vous parle de projet ?

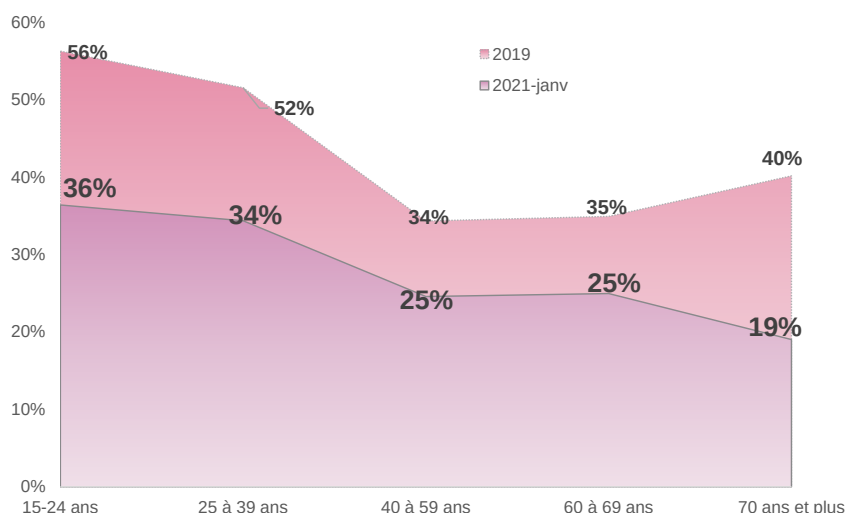


Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2019

Les représentations associées au projet ont évolué au cours du temps. L'utilisation du mot projet émerge à l'époque des Lumières au XVIII^{ème} siècle, époque pendant laquelle l'homme s'institue comme **agent de l'histoire** à côté, voire à la place de Dieu. Dans la plupart des sociétés traditionnelles, le temps et l'avenir étaient structurés par le temps agricole, répétitif, où le présent se veut la réactualisation d'un passé considéré comme jamais révolu. Marquée par une soif d'émancipation et de **progrès**, les philosophes, penseurs et hommes d'action utilisent le terme de projet pour représenter l'idée qu'ils se font du **nouveau pouvoir des hommes sur le monde**. Le philosophe Kant par exemple affirme que l'objectif du raisonnement n'est pas la connaissance mais **l'action**. Plus tard, au XIX^{ème} siècle, Fichte un autre philosophe allemand, associe le projet à **l'effort** qui permet à l'homme d'acquies sa **liberté**. Au mythe de l'âge d'or et du passé idéal cher à Rousseau, Fichte propose de substituer la croyance en un **avenir**, source de progrès. De manière plus contemporaine, Sartre voit le projet comme un moyen de **se dépasser**, et de construire des **liens avec autrui**. « *L'homme est d'abord un certain projet qui se vit subjectivement ; rien n'existe préalablement à ce projet : l'homme sera d'abord ce qu'il aura projeté d'être* », écrit Sartre (1947, 23)

Avec la crise sanitaire, et le souhait de s'en remettre aux autorités pour le bien de tous, chacun perd la capacité à se projeter. L'impossibilité à se projeter est particulièrement marquée chez les jeunes (-20 points chez les 15-24 ans entre 2019 et 2021) pourtant plus particulièrement concernés. La difficulté à obtenir des stages et à entrer sur le marché du travail, l'incertitude sur le monde futur et les métiers qui seront nécessaires « dans le new normal », l'instabilité pesant sur les études à la fois sur les modalités de cours et des examens, l'isolement et le manque de moyens financiers qui poussent de nombreux jeunes à rester ou revenir chez leurs parents, la réduction des moyens financiers compromettent l'établissement de projets qu'il s'agisse d'études, de travail, de logement ou de vie affective.

Graphique 34 : une baisse plus forte chez les jeunes
Diriez-vous qu'en ce moment, c'est une bonne période pour se lancer dans un projet ? % de oui

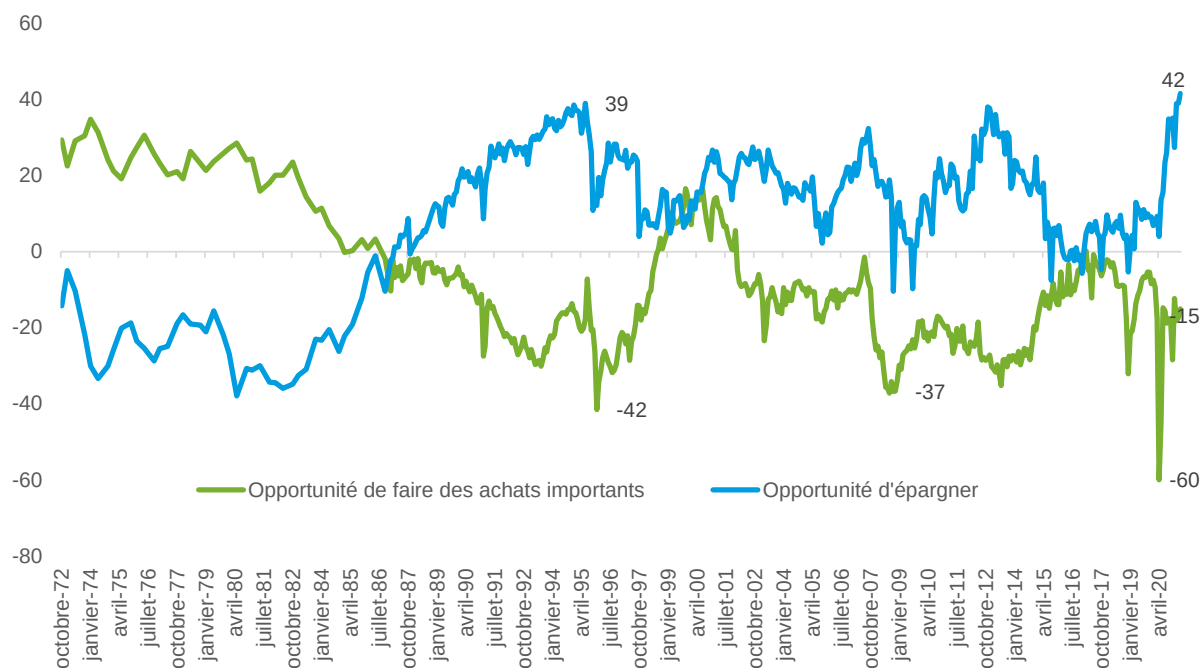


Source : Crédoc, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

Autre signe de cet attentisme face à un univers imprévisible, les ménages français sont de plus en plus nombreux à considérer opportun de se constituer une épargne de précaution. Une attitude d'autant

plus notable que l'épargne n'a jamais été aussi haut. La Banque de France²⁶ indique ainsi que les encours de dépôts ont progressé de 148,5 milliards d'euros entre 2020 et 2019, cette hausse étant principalement tirée par les dépôts non rémunérés (+17%). La détention de numéraire a elle aussi fortement progressé avec un encours en hausse de 17 % en 2020. Dans le même temps, les encours de crédits (pour l'essentiel des crédits à l'habitat) ont augmenté de 70,4 milliards d'euros, soit en deçà des 88,2 GEUR de 2019. Autrement dit, les comptes en banque se sont remplis, de même que l'argent liquide en circulation, et en parallèle les ménages se sont moins endettés. Ils estiment tout de même opportun de continuer à épargner.

Graphique 35 : Se constituer une épargne de précaution



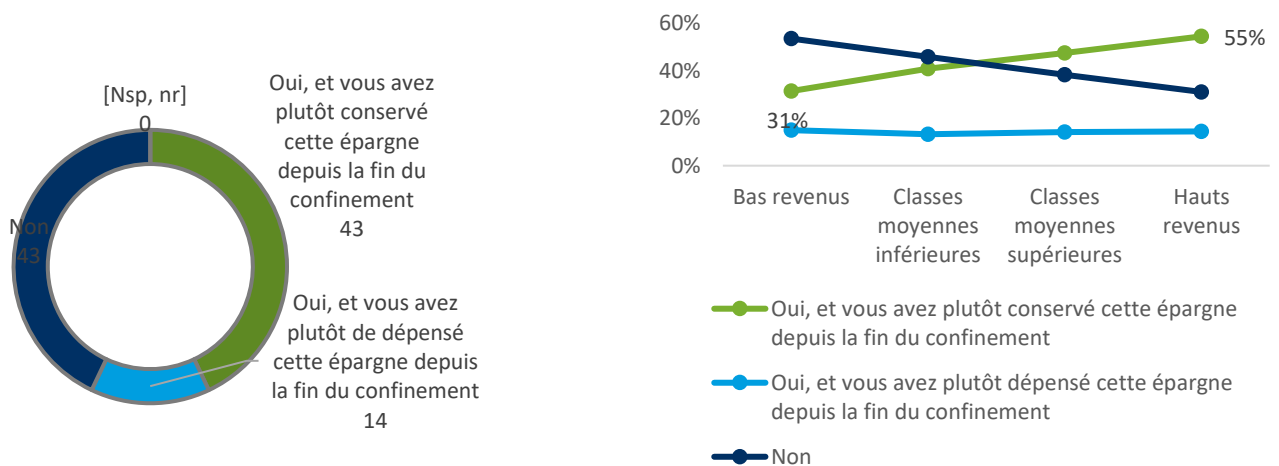
Source : Insee, enquête de conjoncture auprès des ménages, mars 2021

²⁶ Source : L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des entreprises et des ménages en 2020 février 2021

Une épargne inégalement constituée pendant le 1^{er} confinement

Différentes données convergent sur le fait que **l'essentiel des milliards d'épargne¹ « forcée » a surtout été accumulée par les hauts revenus**. Les ménages aisés sont beaucoup plus nombreux dans l'enquête Crédoc à indiquer s'être constitué un matelas de précaution.

Avez-vous mis de l'argent de côté pendant la période de [premier] confinement ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, septembre 2020

L'analyse des données bancaires réalisée par le Conseil d'analyse économique montre de manière convergente que près de 70 % du surcroît de l'épargne constituée pendant le confinement se concentre sur 20 % des ménages les plus aisés. De même que la note de conjoncture auprès des ménages de l'INSEE 11 mars 2021, à partir de données bancaires (Crédit mutuel) estime que le patrimoine du dernier quartile de patrimoine a progressé d'un peu plus 10 000 euros, alors qu'il est resté quasi identique pour les ménages du premier quartile de patrimoine. Ces différences s'expliquent par plusieurs facteurs. Les postes de consommation qui ont le plus souffert des **limitations et interdictions liées à la crise sanitaire** sont les postes de **loisirs, tourisme, et de transport**, dépenses qui marquent le plus l'écart entre les bas et hauts revenus, selon les derniers travaux de l'INSEE, à partir de l'enquête Budget des familles 2017. Tandis que les dépenses des bas revenus ont été complexifiées (arrêt de la cantine, réduction de la diversité des types de commerce permettant moins d'optimiser les dépenses, ...) Les ressources des bas revenus ont été plus durement touchées : effets du chômage partiel dont les indemnités ne couvrent pas la totalité des salaires dans des secteurs où les bas revenus sont sur-représentés, perception plus difficile par les plus pauvres des prestations dans les bureaux de poste, disparition de l'économie informelle (petits jobs étudiants par exemple) L'OFCE¹ estime par exemple que les salariés en chômage partiel ont perdu 410 euros en moyenne pour huit semaines de confinement.

Sources : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations,

CAE, David Bounie(1), Youssouf Camara(2), Étienne Fize(3), John Galbraith(4), Camille Landais(5), Chloé Lavest(6), Tatiana Pazem(7) et Baptiste Savatier(8), Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires, Conseil d'analyse économique, Focus N° 049-2020, Octobre 2020 ;

INSEE, note de conjoncture auprès des ménages 11 mars 2021, à partir de données bancaires (Crédit mutuel)

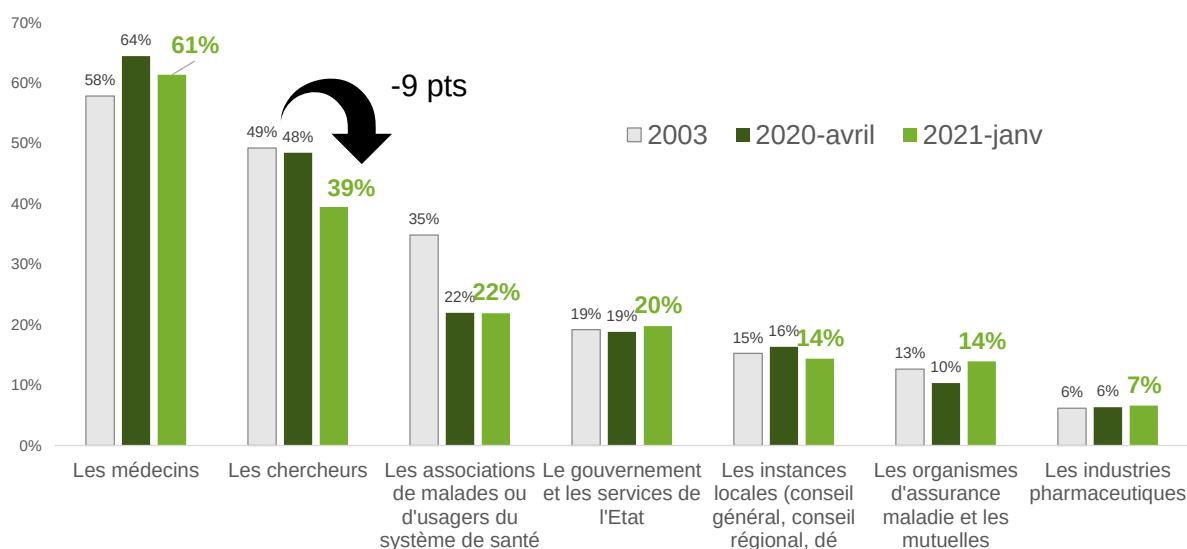
Les doutes sur le vaccin

L'horizon est d'autant plus bouché que **la confiance dans la capacité de la science et de la médecine à trouver des solutions s'effiloche**. En avril 2020, au début de la crise de la covid-19, la confiance dans différents acteurs pour la préparation des décisions importantes en matière de politique de santé (efforts à engager contre telle ou telle maladie, ouverture ou fermeture d'un hôpital, ...) était quasiment identique à celle observée en 2003 lors de la crise de la canicule. Les médecins arrivent en

tête des interlocuteurs jugés les plus légitimes, suivis des chercheurs. Neuf mois plus tard, alors que les controverses et débats scientifiques ont largement été médiatisés, la crédibilité du monde de la recherche à pouvoir guider correctement les décisions sanitaires dégringole. Les débats autour de la figure du professeur Raoult, l'épisode de la publication retirée du Lancet, les différences de stratégie sanitaire recommandée par les scientifiques (si l'on pense notamment l'exemple suédois) ont probablement contribué à ébranler la place de la recherche dans les décisions.

Graphique 36 : En neuf mois, une nette diminution de la crédibilité des chercheurs pour orienter les décisions publiques sanitaires

Quels sont, dans cette liste, les deux interlocuteurs auxquels vous accordez personnellement le plus de confiance dans la préparation des décisions importantes en matière de politique de santé (efforts à engager contre telle ou telle maladie, ouverture ou fermeture d'un hôpital, ...) ?



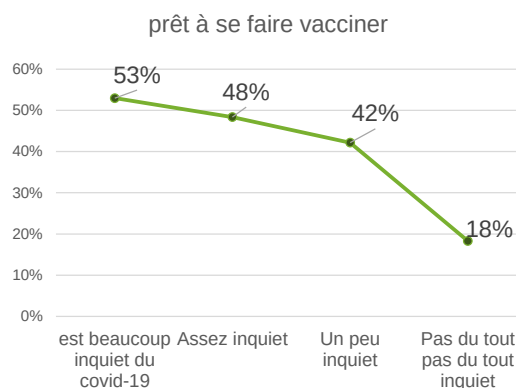
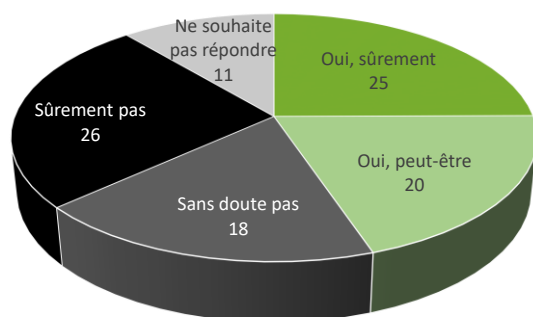
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

En janvier 2021, et avant même que le vaccin Astra Zeneca ait été, brièvement, retiré du marché, **seule une minorité de la population déclare qu'elle serait prête à se faire vacciner**. La question dresse une **ligne de partage** très nette dans la société. D'un côté les **partisans** du vaccin qui se disent sûrs de se faire vacciner sont plus souvent des personnes **qui accordent leur confiance au gouvernement (55% contre 25% en moyenne)**, des septuagénaires (53%), des hauts revenus (41%), des habitants de l'agglomération parisienne (35%), des cadres (34%), des hommes (32%), des diplômés du supérieur (30%). De l'autre les réfractaires se recrutent plus particulièrement chez les chômeurs (44% vs 26% en moyenne), les personnes qui n'ont pas du tout confiance dans le gouvernement (41%), les 25-39 ans (41%), les personnes au foyer (41%), les bas revenus (38%), les femmes (34%).

L'intention de se faire vacciner est évidemment bien plus faible chez les personnes qui disent ne pas du tout craindre la maladie pour eux ou leurs proches. Mais, même chez les personnes qui se disent très inquiètes des risques liés au SARS- CoV pour eux ou leurs proches, l'intention de se faire vacciner (surement ou peut-être) culmine à 53%.

Graphique 37 : Réticences face au vaccin

Si un vaccin gratuit contre le coronavirus était proposé par la sécurité sociale, seriez-vous prêt(e) à vous faire vacciner ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, programme CIESCO, janvier 2021

Nombreuses études ont montré que ces réticences à la vaccination sont particulièrement fortes au pays de Pasteur. Les données du baromètre Santé de Santé publique France montrent que cette défiance a particulièrement été nourrie par les différentes polémiques concernant les vaccins contre la grippe A(H1N1) en 2009. Depuis la posture d'adhésion vis-à-vis de la vaccination en général a repris des couleurs sans toutefois retrouver le niveau qu'elle avait au début des années 2000.

Si bien qu'en janvier 2021, les Français étaient les moins nombreux (40%) sur un panel de quinze pays étudiés, à envisager se faire vacciner, les Allemands étant 65% à l'envisager, les Anglais 77%, l'adhésion culminant chez les Brésiliens 78% et les Chinois 80%. Cette étude montre aussi une baisse des intentions de se faire vacciner contre le coronavirus dans le temps en France, notamment car les habitants de l'Hexagone craignent les effets secondaires, doutent de l'efficacité de ces vaccins.

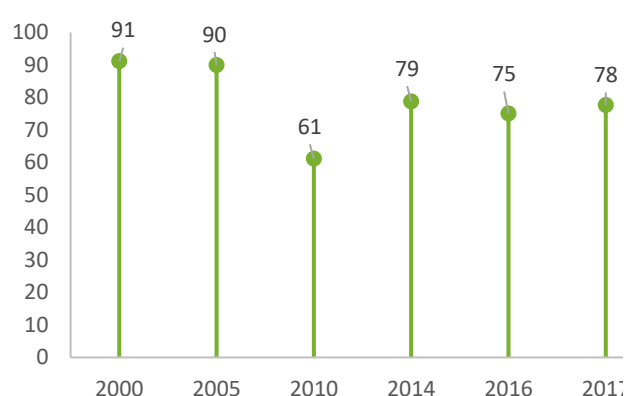
Graphique 38 : Une confiance à reconstruire

Les Français en tête des plus réticents sur une quinzaine de pays

Si le vaccin sur le Covid19 était disponible je le prendrais

Une confiance vis-à-vis des vaccins qui a fortement décliné après l'épisode de la grippe H1N1 en 2009

Êtes-vous très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout favorable aux vaccinations en général ?



Source : IPSOS pour le forum économique mondial, Global attitudes on a Covid-19 vaccine, du 17 au 20 décembre 2020

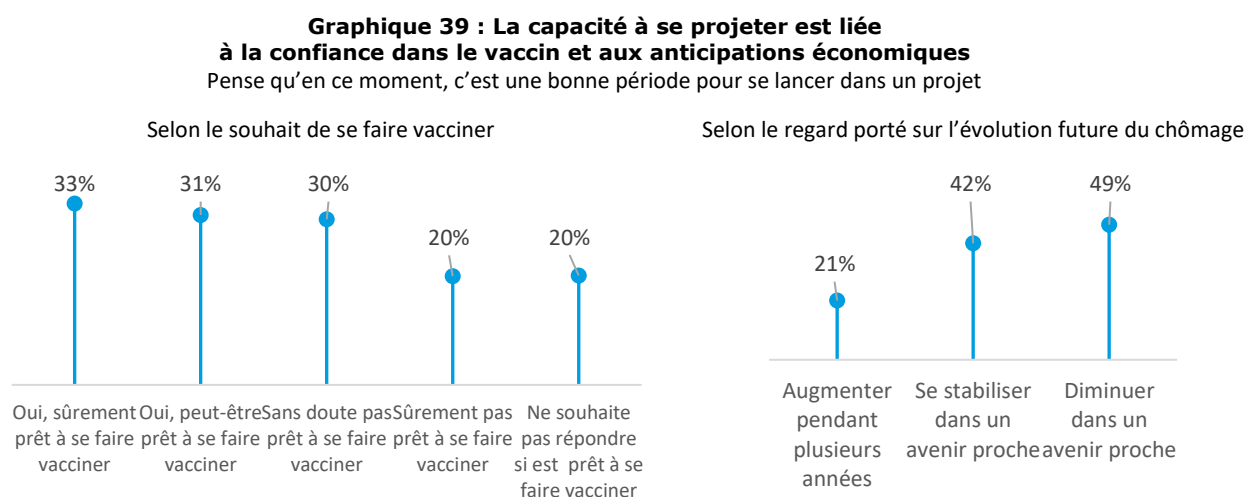
Source : Santé publique France, Baromètres santé

<https://professionnels.vaccination-info-service.fr/Aspects-sociologiques/Perception-et-adhesion-a-la-vaccination/Perception-et-adhesion-a-la-vaccination-en-France>

Or le manque de confiance dans les vaccins oblitère fortement la croyance dans une sortie de crise prochaine, et ce faisant assombrit le regard que l'on porte sur l'avenir. Plus les individus se déclarent prêts à se faire vacciner et plus ils considèrent que la période est propice à se lancer dans des projets.

Crise économique et dette en ligne de mire

La crainte de la crise économique à venir et de ses conséquences sur l'emploi obscurcit également l'avenir.



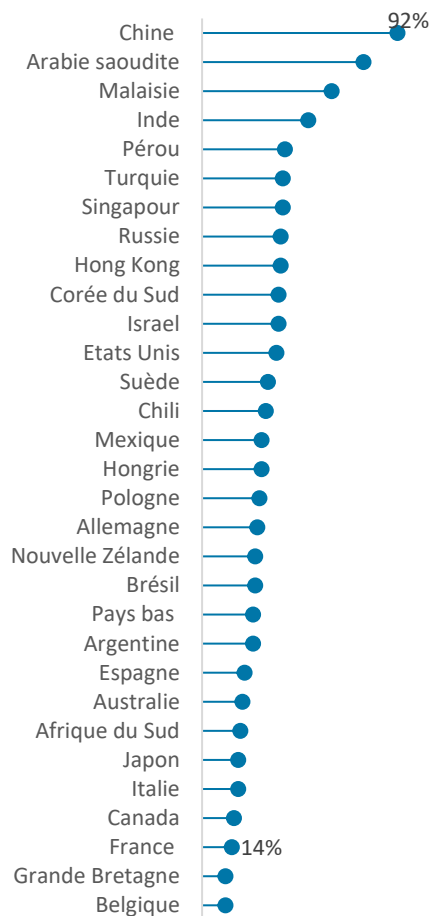
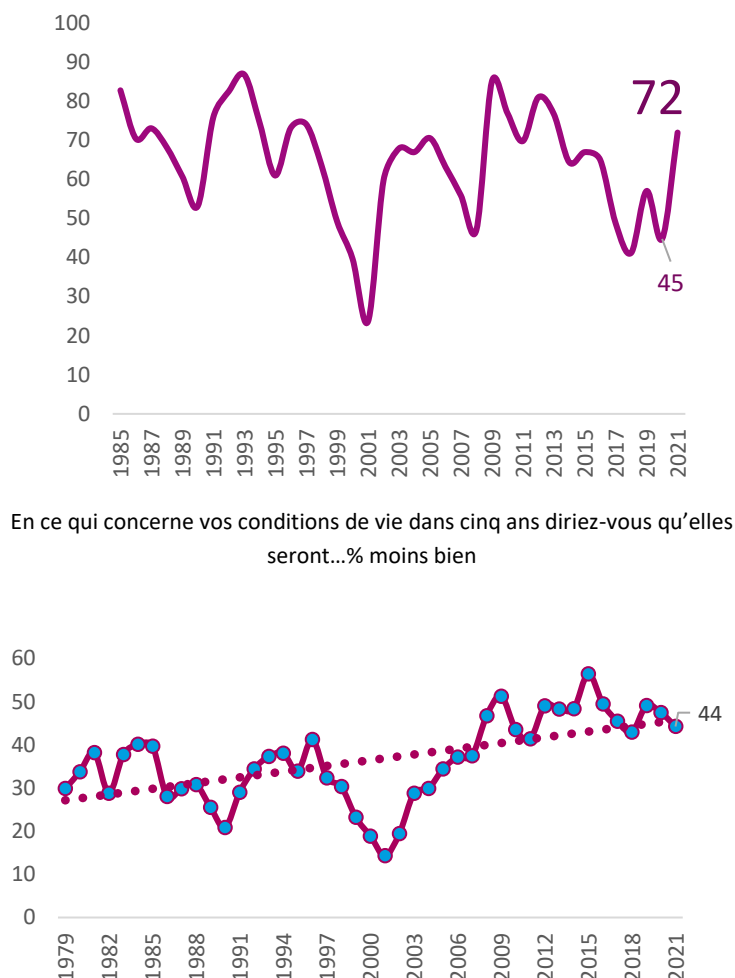
Source : CREDOC , Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

Or la proportion de personnes estimant que le chômage va augmenter pendant plusieurs années, a progressé de 27 points d'anticipations en un an passant de 45% avant la crise à 72% en ce début 2021. D'aucuns pourront attribuer ces anticipations au célèbre pessimisme français. En effet les Français sont, parmi une trentaine de pays investigués, moins nombreux à estimer que l'économie s'en sortira après la crise. Seuls 14% sont de cette opinion. A l'autre bout du spectre les Chinois sont 92% à anticiper une reprise. Les données de l'enquête Conditions de vie montrent aussi sur longue période un regard qui s'assombrit face à l'avenir. Au début des années 80, trois personnes sur dix considéraient que leurs conditions de vie personnelles devaient se dégrader dans les cinq ans à venir. La proportion est aujourd'hui de 44%.

Graphique 40 : Les anticipations d'augmentation du chômage flambent

Estime que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années

Opinion selon laquelle l'économie s'en sera sortie après le covid (% probable)



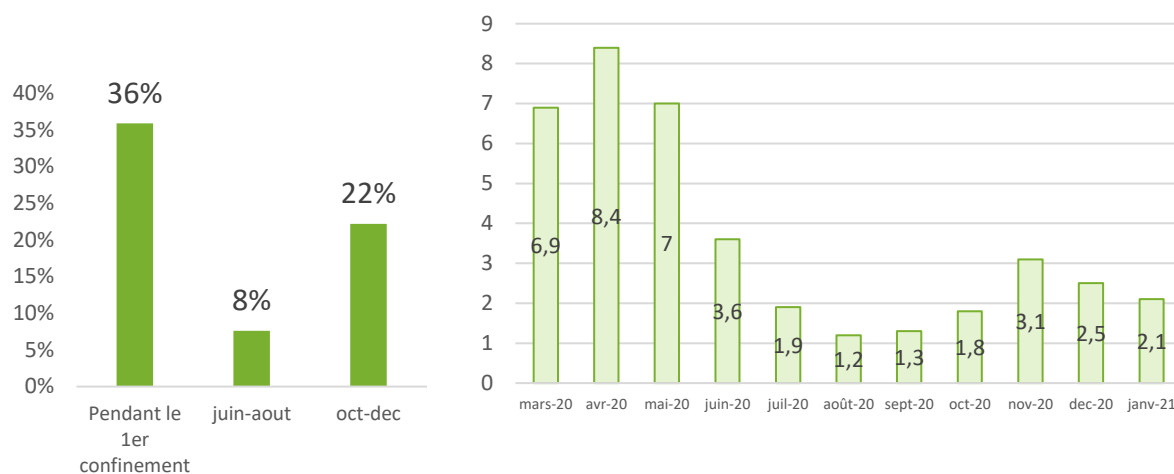
Source : CREDOC , Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

Source : IPSOS, décembre 2020

Mais, concernant le chômage, on peut supposer que la tendance à tout repeindre en noir n'est pas la première en cause. Rappelons tout d'abord que l'activité économique reste amputée même hors périodes de restrictions dures. L'enquête auprès des entreprises menée **sur la première quinzaine de septembre** montre que le **niveau d'activité des entreprises de 10 salariés et plus**, avant même les annonces d'un deuxième confinement, **était en baisse de 13 % en moyenne par rapport à la même quinzaine en 2019**. Pour la moitié des sociétés la réduction d'activité reste minime, inférieure ou égale à 5 % entre le second semestre 2019 et le second semestre 2020. Mais pour certains secteurs, pour beaucoup les mêmes qu'au premier semestre, on observe un fort recul de l'activité : baisse de plus de 30 % dans l'hébergement ou les activités culturelles et de plus de 25 % dans la restauration. (INSEE, décembre 2020). Selon l'enquête Conditions de vie ; 22% des actifs ont connu une période de **chômage partiel entre octobre et décembre 2020**. C'est certes moins que pendant le premier confinement, ou pendant l'été, mais la proportion est toutefois loin d'être négligeable. Les plus concernés par le chômage partiel en janvier 2021 sont les 15-24 ans (40% des actifs de cette classe d'âge), les habitants de l'agglomération parisienne (30% des actifs), et les bas revenus (27% des actifs).

Graphique 41 : Le chômage partiel reste important

ont connu une période de chômage partiel au cours des 3 derniers mois. Nombre de salariés effectivement placés en activité partielle (millions)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021

Source : Dares, Situation sur le marché du travail pendant la crise sanitaire au 23 février 2021

A cela s'ajoute la difficulté des données statistiques à proposer une vision claire de la situation sur le front de l'emploi, tant la crise économique provoquée par la covid-19 est atypique. Les derniers chiffres du chômage évoluent à la baisse. Selon l'Insee²⁷, au quatrième trimestre 2020, le taux de chômage se replie à nouveau à 8,0 %. L'INSEE analyse ce mouvement comme **une nouvelle baisse en « trompe l'œil »** à l'instar de celle mesurée pendant le 1^{er} confinement. Pendant les deux confinements, les comportements des personnes en recherche d'emploi ont été modifiés du fait de l'arrêt de pans entiers de l'activité (bars, restaurants, théâtres, cinémas, etc.) rendant de fait difficile les démarches de recherche d'emploi. A la sortie du 1^{er} confinement, on note une forte hausse du nombre de chômeurs, en lien avec la fin des missions d'intérim et le non-renouvellement de certains CDD, laissant craindre une nouvelle flambée du chômage à venir. Une anticipation renforcée lorsqu'on ajoute la **perspective de faillites en masse**, lorsque les dispositifs de soutien seront arrêtés. Selon la Banque de France²⁸, en janvier 2021, le nombre de défaillances sur un an est en recul de 43,2% (de 52 000 en janvier 2020 à 24 000 en janvier 2021). Sans même évoquer les faillites qui seront possiblement liées à la crise, un certain nombre d'entreprises ont donc été maintenues artificiellement en vie grâce aux mécanismes de soutien. Les secteurs les plus concernés par la baisse des défaillances sont **la construction -49,5%, le transports et entreposage -48,1%, l'hébergement et la restauration -44,7%, l'industrie -43,9%**. Les **microentreprises** et celles de taille indéterminée -43,6% ainsi que les **très petites entreprises** -40,5% ont ainsi beaucoup moins fait faillite qu'en 2019.

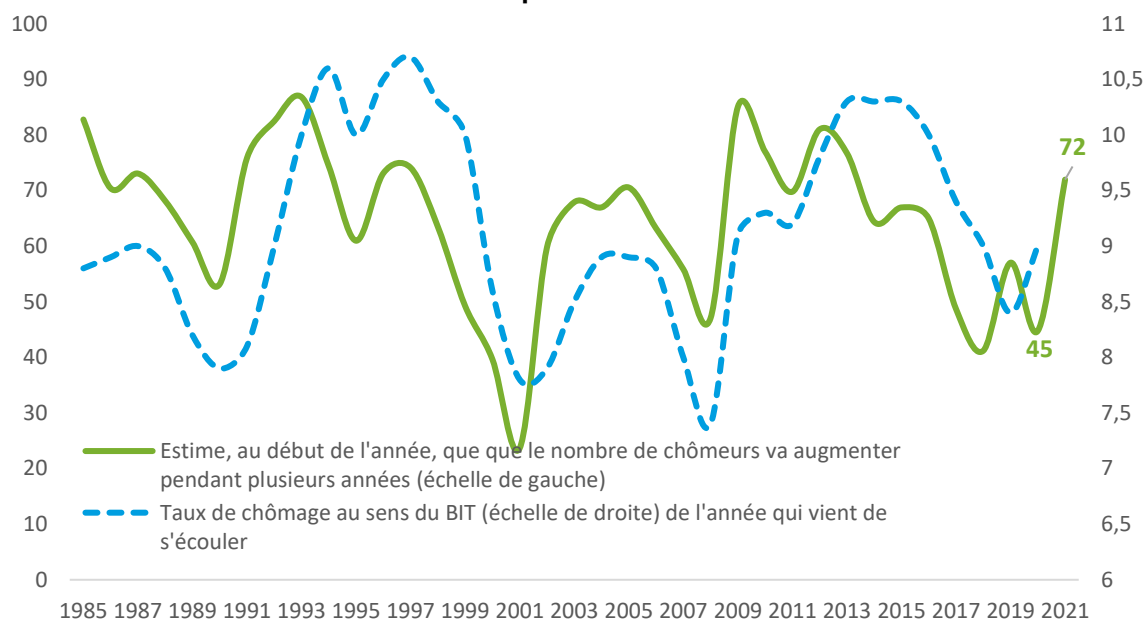
Cette crise est un défi tant pour les épidémiologistes que pour les économistes tant son caractère est atypique (crise exogène, soutiens massifs, périodes de stop and go, choix politique des secteurs à l'arrêt). Les anticipations des consommateurs peuvent, elles-aussi, se fourvoyer. Notons toutefois

²⁷ INSEE, février 2021, « Au quatrième trimestre 2020, le taux de chômage se replie à nouveau à 8,0 % », Informations rapides, n°037, données issues de l'enquête emploi

²⁸ Données définitives jusqu'à janvier 2021, provisoires pour février 2021.

qu'au cours des trois dernières décennies, **les anticipations des ménages ont été un très bon prédicteur de sa réalisation.**

Graphique 42 : Le regard porté sur l'évolution du chômage anticipe ses évolutions effectives depuis plus de 30 ans



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2021
et INSEE pour le taux de chômage au sens du BIT²⁹

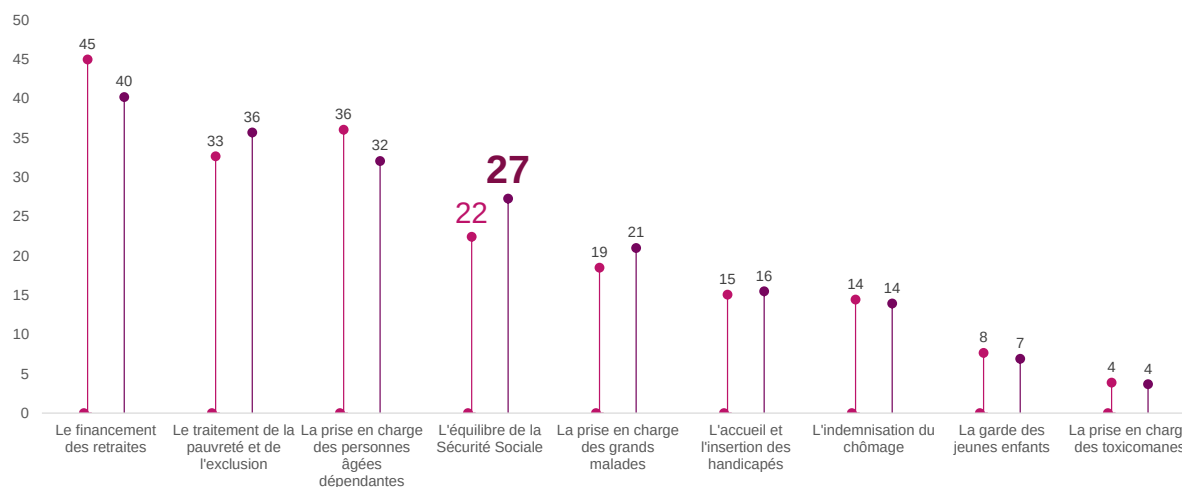
Au-delà des perspectives économiques qu'ils anticipent négatives, la population montre quelques signes d'inquiétudes face aux milliards d'euros engagés par le gouvernement pour soutenir l'activité, les revenus, et éviter des conséquences économiques et sociales en cascade. **Des inquiétudes qui transparaissent sur plusieurs indicateurs :**

- L'équilibre de la sécurité sociale est davantage cité comme une préoccupation parmi une liste de différents sujets sociaux, 27% l'évoquent, soit +5 points en un an
- Limiter les dépenses publiques est davantage considéré comme une priorité pour le gouvernement (20%, +4 pts/ avril)
- 18% considèrent que les pouvoirs publics font trop pour les plus démunis (+2pts/avril)

²⁹ Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Graphique 43 : Des inquiétudes grandissantes pour les finances publiques

Parmi les problèmes suivants, quels sont, dans l'ordre, les deux qui vous préoccupent le plus ? (% En premier + En deuxième)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020 et 2021

Bloqués dans un éternel présent sans visibilité sur le futur, suspendus à l'évolution du virus, contraints dans leurs liens affectifs, englués dans une période qui leur paraît sans fin, avec des inquiétudes sur la crise économique à venir, 23% des Français ont à la mi-février, selon Santé publique France des syndromes dépressifs³⁰. L'usure de neuf mois de crise et l'absence de perspectives de sortie explique probablement que le taux soit supérieur à celui mesuré en mars 2020, pendant le Grand confinement. Ce taux s'élève à 31.5% chez les 18-24 ans, il était de 12% en juillet.

IV –Tenir plutôt que courir

Home sweet home

Face à ce quotidien amoindri et ces perspectives sombres, et alors que les activités de travail, de loisirs, de vie sociale sont pour la plupart restreintes au domicile, le logement fait office de point d'amarrage pour la population. Dès le premier confinement, la proportion de personnes qui indiquent que le logement est très important dans leur vie progresse significativement +8 pts. Depuis elle se maintient peu ou prou à ce niveau (59% en janvier 2021). Un autre signe de cette ré-évaluation de la place tenue par le chez-soi dans la période est la proportion de ménages qui nous indiquent que leur budget logement représente une « lourde charge » à assumer. Sur longue période, avec l'augmentation des prix de l'immobilier et leur déconnection des revenus des ménages³¹, la proportion avait eu tendance à augmenter. Elle était de 52% en janvier 2020, contre un tiers au début des années 80. L'épargne constituée et les dépenses en baisse d'un certain nombre de ménages expliquent probablement la baisse soudain de cet indicateur (-8 pts). Il est également possible que celle-ci soit liée à un recentrement sur cet espace « protégé » des menaces extérieures.

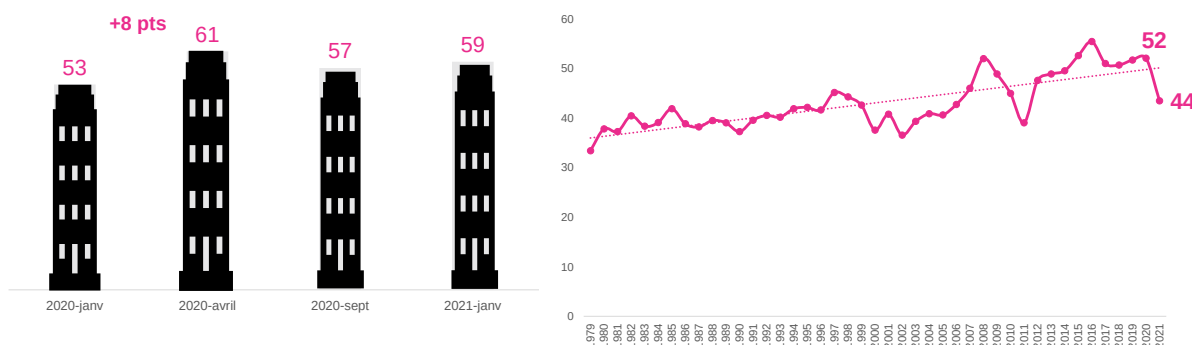
³⁰ La proportion est mesurée dans l'enquête Coviprev à partir de l'échelle HAD, instrument qui permet de dépister les troubles anxieux et dépressifs. Elle comporte 14 items cotés de 0 à 3. Sept questions se rapportent à l'anxiété (total A) et sept autres à la dimension dépressive (total D), permettant ainsi l'obtention de deux scores (note maximale de chaque score = 21). Sont considérés ici ceux qui ont un score supérieur à 10.

³¹ Cf. Friggit, op.cit.

Graphique 44 : Le logement devient plus central dans la vie

Juge le logement très important dans sa vie
(notes 6-7)

Considère que les dépenses de logement représentent une
lourde charge

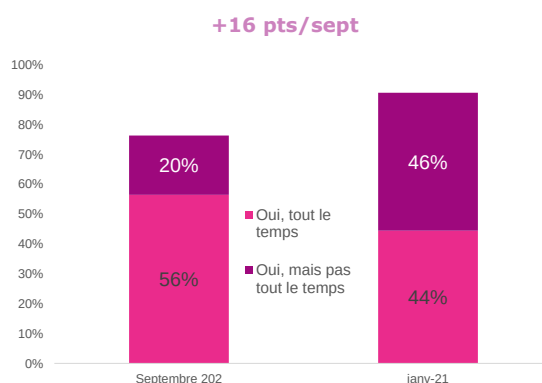


Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations,

Le logement est d'autant plus investi que l'expérience de télétravail se prolonge. Et que l'envie que celui-ci perdure au-delà de la crise sanitaire est net. 54% des personnes qui déclarent que leur activité se prête au télétravail aimeraient goûter aux joies du travail en chaussons. La proportion a augmenté de 2 points par rapport à septembre. On constate toutefois chez les personnes actuellement en télétravail à temps complet, une progression de l'envie d'une situation mixte, où puissent cohabiter télétravail et retour au bureau.

Graphique 45 : Travailler chez soi, une partie du temps

Vous-même, après la crise sanitaire, souhaiteriez-vous être en télétravail ...



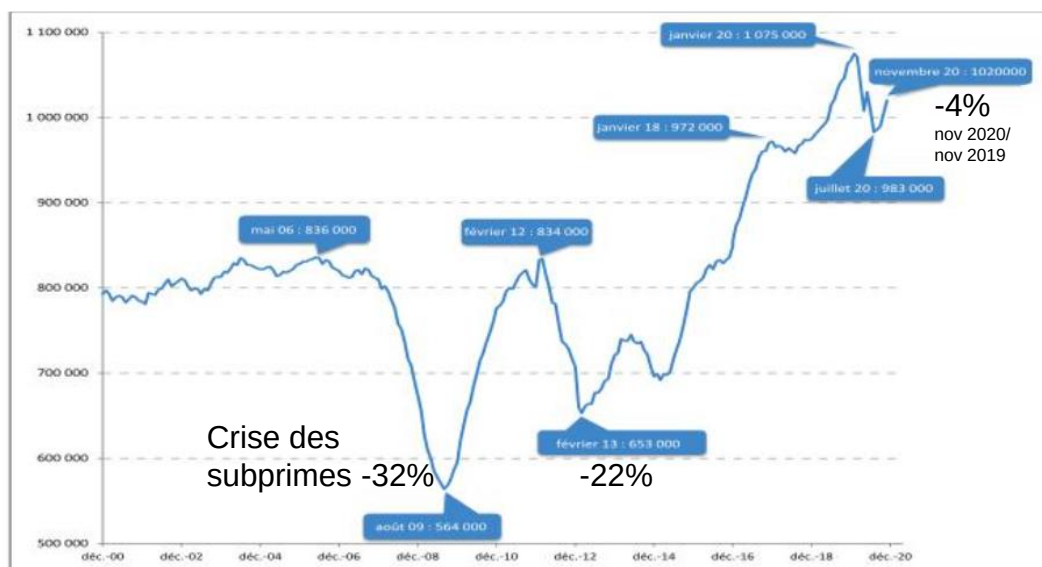
Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Champ : télétravailleurs actuellement en télétravail complet

Avec le télétravail, nombreux médias ont décrit un basculement dans le champ des possibles, et un mouvement des centres villes vers des espaces plus arborés, où le prix du mètre carré est plus abordable, et sans les nuisances de la ville. D'autres ont craint au contraire un ralentissement des ventes comme celui qui s'était opéré pendant la crise des subprimes. Les données des notaires portant sur les volumes de vente des logements anciens montrent qu'il y a effectivement une légère baisse des transactions. Mais celle-ci (-4% entre novembre 2019 et novembre 2020) est sans commune mesure avec celle observée en 2012 où le marché s'était retourné (22%) ou lors de la crise des subprimes où le volume de transactions avait baissé d'un tiers. L'arrêt complet lors du premier confinement aura assez peu impacté les volumes qui sont donc à un niveau haut si on le compare aux dix dernières années.

Graphique 46 : Une baisse limitée des volumes de transactions

Volumes de ventes de logements anciens en cumul sur 12 mois



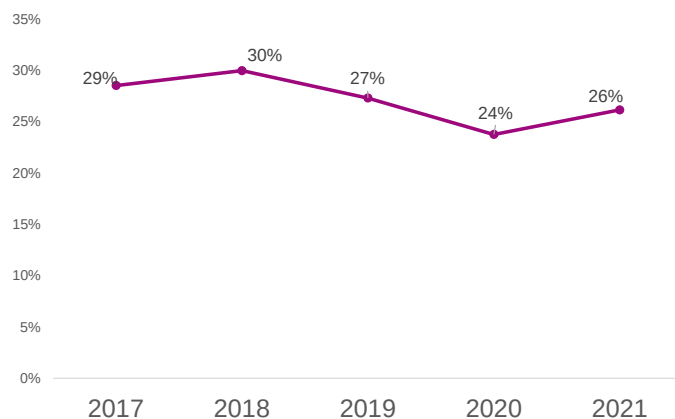
Nombre de logements anciens vendus en cumul sur 12 mois - France entière (Hors Mayotte). Source : CGEDD d'après bases notariales et DGFIP (MEDOC)

Source : Notaires, note de conjoncture, janvier 2021

A l'inverse, les intentions de déménager dans les deux années constatées dans l'enquête CREDOC n'explorent pas. 26% de la population déclare avoir l'intention de déménager au cours des deux prochaines années.

Graphique 47 : Pas de boom des intentions de déménagement

Au cours des deux prochaines années, envisagez-vous de changer de logement ?



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations pour Action logement

Les travaux de l'Agence nationale des territoires³² à partir de l'enquête nationale logement de l'Insee indiquent que de manière générale, **les Français déménagent aujourd'hui moins, et moins loin, que** dans les années 1990. En outre les comportements en période de crise ont évolué aussi. Dans les années 1970, les périodes de crise se traduisaient par une mobilité plus importante d'individus cherchant de nouvelles opportunités d'emploi (comme après le choc de 1973 par exemple). La période récente est plutôt marquée par une **immobilité accrue**. Ceci s'explique en grande partie par un niveau

³² Source : Observatoire des Territoires, ANCT à partir, Insee, Enquêtes Logement 1992-2013

de chômage bien plus élevé qu'il y a quarante ans. **L'instabilité généralisée du marché du travail a pour effet de « fixer » les individus**, sous l'effet d'une diminution de leurs revenus ou de l'incertitude quant à la pérennité de ceux-ci. Par exemple, la dernière crise a coïncidé avec un recul prononcé de la décohabitation des jeunes : 54 % des 15-29 ans vivaient chez leurs parents en 2014, contre 41 % en 2007, soit 13 points de plus.

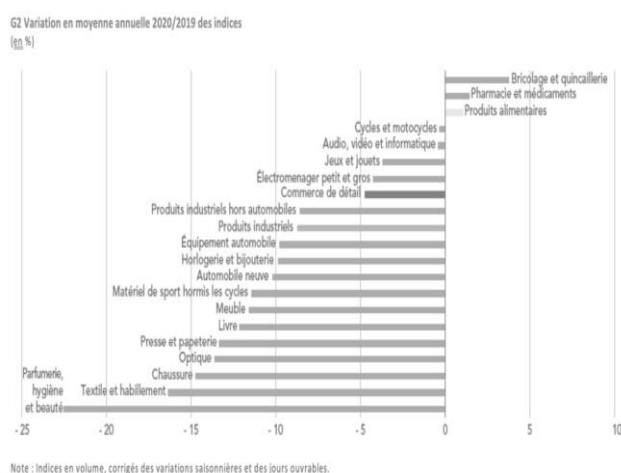
Les principales évolutions constatées par les Notaires concernent la **région parisienne**. Le volume des transactions y a baissé. Et les prix semblent orientés à la baisse dans Paris intramuros (-4% en avril 2021) en 3 mois. Toutefois la hausse des prix ayant été telle lors de la décennie passée, il reste situé au double des autres grandes métropoles, et reviendrait ainsi quasiment (+0,8 %) à la valeur d'avril 2020 (10 520 € le m²)³³. Ceux-ci constatent une plus **grande attractivité des maisons en grande couronne** « Le marché de la maison a profité d'une attractivité renforcée avec une croissance des volumes de ventes de 8 %, uniquement imputable à la Grande Couronne (+13 %), où l'offre est abondante et les prix plus modérés. »

Finalement l'implication symbolique dans le logement, la contrainte d'y passer plus de temps, et l'espoir d'un maintien du télétravail après la crise semblent avoir plutôt pousser nos compatriotes à ré-investir leur logement actuel, en réparant, décorant, aménageant. Les données de l'enquête menée par la Banque auprès des commerces de détail (6700 points de vente interrogés) font état d'une progression des dépenses de bricolage et quincaillerie. Seul poste de dépense qui tire son épingle du jeu, avec les dépenses de pharmacie et celles en alimentaire. Mais alors que les dépenses d'alimentation ont retrouvé selon l'INSEE, leur niveau d'avant la panique et le stockage du premier confinement, le rattrapage d'achat de biens d'équipement, passé le rattrapage opéré à la fin 2020 reste élevé à un niveau supérieur à celui observé avant la crise 4 690 millions d'euros en février 2021 contre 3921 un an auparavant en février 2020.

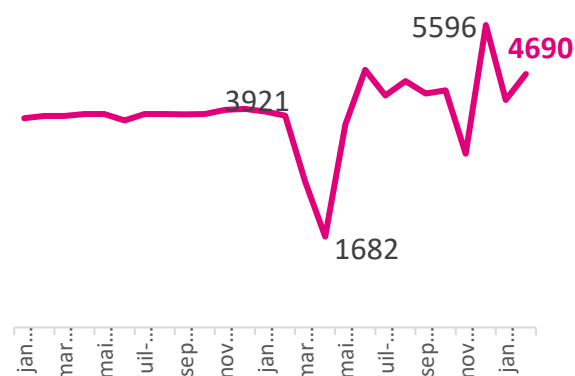
Graphique 48 : Aménagement plutôt que déménagement

Dépenses de bricolage et quincaillerie dans les
commerces de détail

Dépenses en biens d'équipement



Source : Banque de France, Enquête mensuelle du commerce de détail (6 700 points de vente interrogés)



Source : INSEE, Dépenses de consommation des ménages, Données cvs-cjo (niveau : millions d'euros aux prix de l'année précédente chaînés)

³³ Source : Notaires Grand Paris, Votre notaire vous informe, Printemps 2021

Équilibre au quotidien plutôt que rêve du grand soir

Pendant le confinement du printemps 2020, plusieurs personnalités ont appelé à saisir l'opportunité de la crise sanitaire pour transformer profondément notre société actuelle. Les tribunes se sont multipliées pour en appeler à plus d'écologie ou de justice sociale.

Quatre tribunes publiées dans « Le Monde » au printemps 2020 pour un « Monde d'après » plus écologique, plus juste



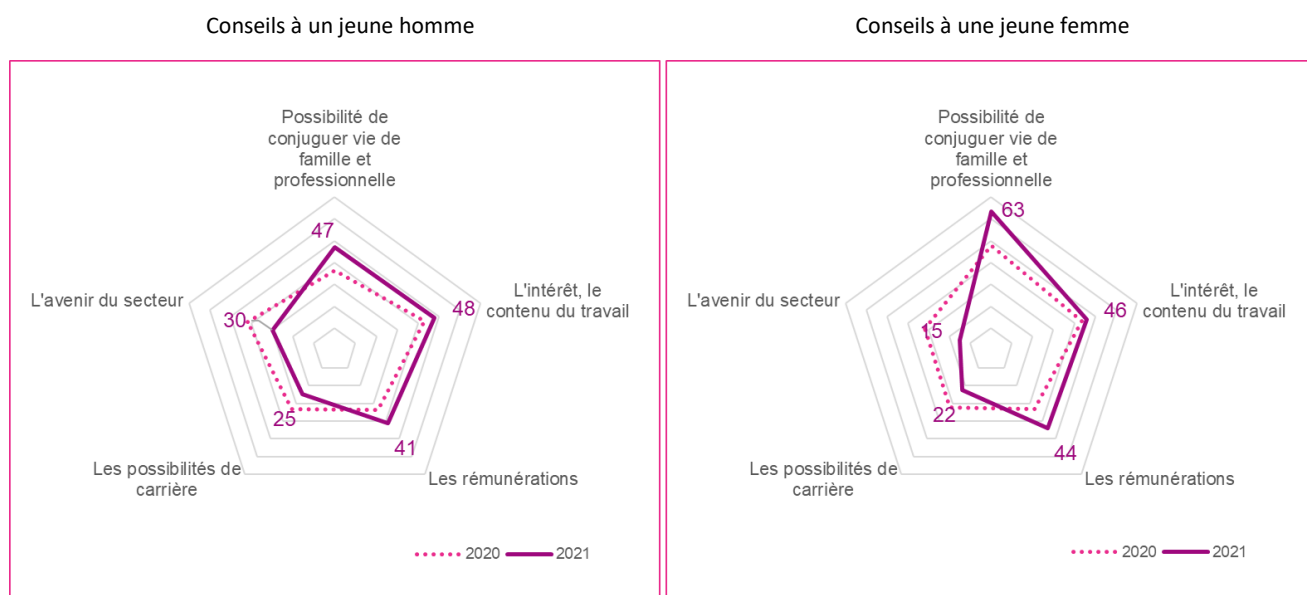
Source : Le Monde, articles publiés entre le 19 mars et le 7 mai 2020

Quasiment un an après le début de la crise sanitaire, et dans un environnement flou et imprévisible, la recherche de sens, d'évolution de la société vers un meilleur horizon ne progresse pas vraiment.

On le sait les questions que l'on pose dans les enquêtes sur la « satisfaction » par rapport à sa vie, son travail, son couple sont en prise avec de forts biais de désirabilité sociale. Difficile d'indiquer ou de reconnaître que son couple bat de l'aile, que l'on est malheureux dans sa carrière professionnelle, ou dans sa vie etc. Un moyen de décrypter les sentiments profonds de l'individu peut consister à lui demander ce qu'il recommanderait à son enfant. C'est ce que nous avons fait en 2020. Face à l'impossibilité de se projeter dans ce que sera la vie et l'économie de demain, on n'est pas surpris de voir que les Français accordent moins de place à **l'avenir du secteur et aux possibilités de carrière qu'un an auparavant**. En revanche, les nombreux débats et prises de parole autour du monde d'après, et un univers économique complètement incertain auraient pu pousser à recommander aux jeunes de se lancer dans des voies qui les animent profondément et qui font sens à leurs yeux. Les données de l'enquête ne montrent qu'une faible évolution en ce sens. Les conseils s'orientent plutôt vers des **dimensions pragmatiques**, dans une vision instrumentale du travail : les rémunérations (+11 pts pour les jeunes filles et +8 pts pour les jeunes hommes, et la possibilité de concilier leur travail et leur vie de famille. Sur ce plan on retrouve des éléments évoqués plus haut sur le « retour » opéré sur les rôles genrés. 63% des interviewés recommandent aux jeunes filles de prendre avant tout en compte dans leur choix l'équilibre vie de famille/ vie professionnelle (+15 pts). Une dimension qui progresse aussi dans les conseils prodigués aux jeunes-hommes (+11 pts) mais qui atteint un niveau bien inférieur (47% des conseils aux jeunes hommes contre 63% des conseils aux jeunes femmes).

Graphique 49 : Sur le plan professionnel, moins de projection sur le long terme

Dans cette liste, quels sont, selon vous, les deux principaux éléments que vous conseilleriez à <un jeune homme / une jeune femme> de prendre en compte lorsqu'il recherche un emploi ? (% réponse en premier ou en deuxième)



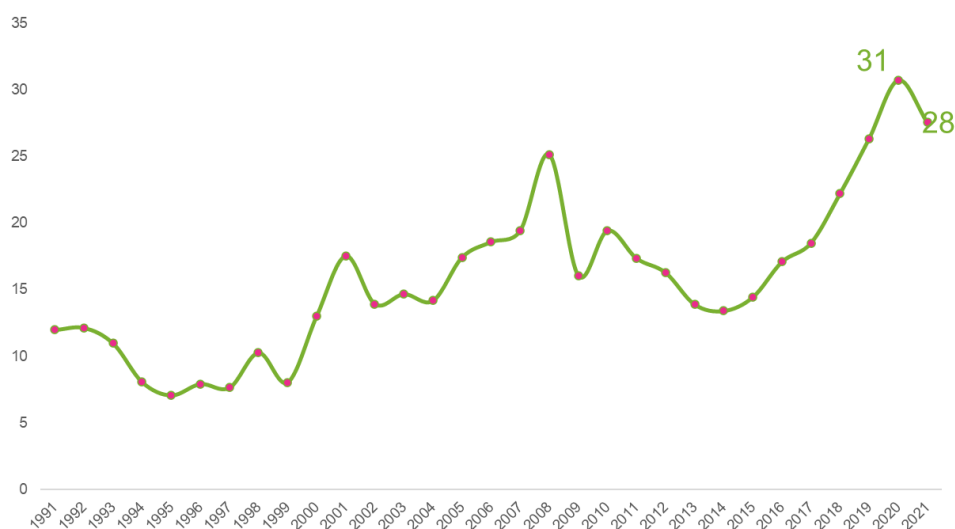
Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations

La protection de l'environnement était l'un des thèmes récurrents des débats sur le « monde d'après ». Il faut dire qu'il s'agit d'un sujet de préoccupation majeur de l'opinion, qui prend de l'ampleur depuis une dizaine d'années. Début 2020, la préoccupation pour l'environnement atteignait son plus haut niveau jamais enregistré, une tendance confirmée par les très bons résultats obtenus par les candidats écologistes aux élections municipales de juin 2020. Mais en janvier 2021, alors que la sortie de crise espérée à l'été 2020 n'a pas eu lieu, **la préoccupation pour l'environnement recule pour la première fois depuis 2014** (-3 points). En parallèle, seulement 66% des Français se déclarent « très sensibles »³⁴ à l'environnement, soit 7 points de moins qu'en janvier 2020.

³⁴ Note de 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7

Graphique 50 : Les préoccupations environnementales s'érodent

Place la dégradation de l'environnement parmi les deux problèmes qui le préoccupent le plus (parmi une liste de 12 thèmes) ? (En %)



Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations

Depuis le début des années 90, les préoccupations pour l'environnement sont contracycliques par rapport aux évolutions économiques : le regard de la population se porte vers la menace climatique lorsque la situation économique s'améliore. L'explosion des faillites et des destructions d'emplois attendue dès la sortie de crise relèguent-elles l'environnement à un rang lointain dans les préoccupations ou le mouvement entamé ces dernières années résistera-t-il à la crise économique ? Pour l'heure, **l'opinion reste concernée par ces questions**. Le 28 mars, dans un contexte de restriction forte concernant les rassemblements, 110 000 personnes ont participé à une marche « pour une vraie loi climat » pour protester contre une loi « climat résilience » jugée trop peu ambitieuse. Par rapport à avril 2020, la réduction de l'impact de l'homme sur la planète est remontée dans la hiérarchie des priorités assignées au gouvernement (27%, +11 points). Elle fait partie, avec **la relocalisation de la production et le soutien aux services publics**, du trio de tête de ces priorités, loin devant l'aide aux entreprises qui sont jugées moins importantes et la maîtrise des dépenses publiques qui progresse légèrement.

Tableau 1 : Réduire l'impact de l'homme sur la planète et relocaliser la production, deux actions jugées prioritaires

A votre avis, parmi cette liste, quelles devraient être les deux priorités du gouvernement aujourd'hui ?
(% en premier + en deuxième)

	2020-avril	2020-sept	2021-janv
Renforcer les services publics	38	35	34
Relocaliser la production de certains domaines	38	34	31
Réduire l'impact de l'homme sur la planète	16	30	27
Limiter les dépenses publiques	16	20	20
Aider les entreprises à sortir de la crise	27	18	19
Soutenir les personnes touchées par la crise	12	11	13
Fermer les frontières, sortir de l'Europe	11	11	11
Nationaliser certains services essentiels	9	11	11
Investir dans la recherche scientifique	7	6	9
Renforcer la coordination et solidarité	6	6	6
Libéraliser le marché du travail?	6	5	5
Rouvrir le plus rapidement possible les	6	4	5
Rien de tout cela	3	4	4
[Nsp]	5	5	4

Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations

La **Convention Citoyenne pour le Climat** et sa forte médiatisation ont-ils joué un rôle dans le maintien de ces attentes ? La participation à une concertation publique est jugée cette année, un peu plus efficace pour faire bouger les choses (9%, +4 pts en un an) et les personnes qui sont convaincues de l'impact que peuvent avoir les dispositifs participatifs sont plus nombreuses (35%, +8 pts par rapport à la moyenne 27%) à attendre de l'Etat qu'il agisse dans ce domaine.

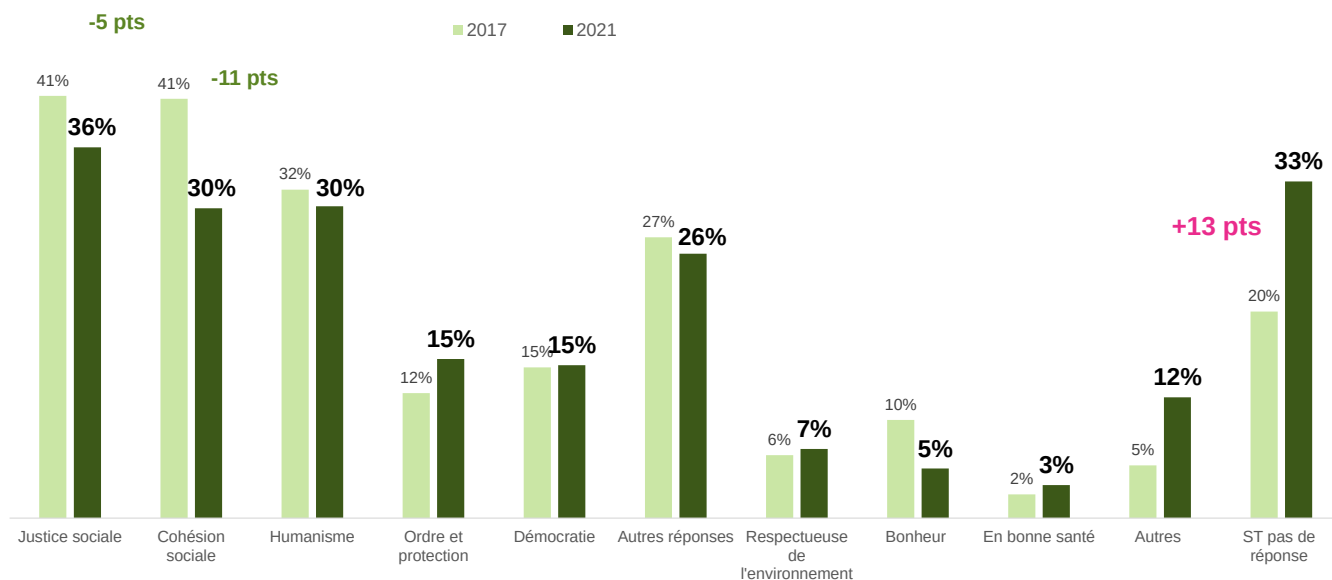
Le rêve d'une société où les questions écologiques seraient au centre ne progresse pas réellement non plus. Il y a quatre ans, en 2017, année de l'élection présidentielle, nous interrogeons nos concitoyens sur leurs aspirations profondes concernant la société en les invitant à décrire avec leurs propres mots, ce qui caractériserait une **société idéale**. Seuls 6% mettaient en avant les dimensions **liées au respect de la planète**. Cette proportion n'a que très peu bougé, **atteignant 7% (+1 pt)**.

Au-delà, la comparaison des réponses à cette question posée en janvier 2021 est éclairante. Les questions de **justice sociale et de cohésion sociale** restent en tête des évocations spontanées de la population. Mais, de manière convergente avec les signaux d'un délitement des liens sociaux décrits plus haut, les évocations sont moins présentes. Respectivement (-5 pts) et (-11 pts). Finalement l'évolution la plus notable dans la réponse à cette question est l'importante progression de la part des Français qui ne donnent **aucune réponse, 33% contre seulement 20% il y a quatre ans**. Signe supplémentaire s'il en fallait de **l'impossibilité à aujourd'hui se projeter dans un monde d'après**.

Graphique 51 : Une plus grande difficulté à décrire la société idéale

Pour vous, qu'est-ce que serait une société idéale ?

Quels sont tous les mots ou expression qui vous viennent à l'esprit ? (En %)



Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations

